

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 23 avril 2018

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
24	19	5

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : DGA / DEAD -
Stratégies locales de développement pour
la préservation et la mise en valeur du
foncier agricole et naturel - Appel à projet
FEADER - Demande de subvention -
Délibération modificative

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.075

Date de la convocation :
Le 17/04/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **- 4 MAI 2018**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 MAI 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 23 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Thierry OCCELLI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, René TRASTOUR

Monsieur LEONETTI,

Par délibération n°BC.2017.190 du Bureau Communautaire du 6 novembre 2017, la CASA s'est positionnée en tant chef de file pour répondre à l'appel à projet FEADER « Stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel ».

Dans ce cadre, la CASA a déposé un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Régional et du FEADER.

Cependant, au cours de la constitution du dossier de demande de subvention, les devis demandés aux différents partenaires ont fait apparaître de nouveaux montants, générant un abaissement du coût global de l'opération.

Le delta est dû aussi à une révision de l'enveloppe budgétaire répartie entre les différents projets en PACA par les services instructeurs de la Région.

Par conséquent, la demande de subvention « FEADER 16-7.1 » sollicitée auprès des services instructeurs de la Région doit être réajustée.

Le montant total de l'opération s'élève à **1 025 410,70 € TTC** au lieu de **1 730 005,63 € TTC**, et fait l'objet d'une nouvelle répartition :

- **60 177,98 € TTC** pour les études et animations financées à hauteur de 100 % (dont 80 % FEADER, 20 % Région), qui se déclinent de la manière suivante :
 - 41 891,73 € pour les études ;
 - 18 286,25 € pour le temps agent dédié à l'animation.

La partie à la charge de la CASA concerne uniquement le volet Etudes et animation.

- **535 144,88 € TTC** pour la remise en état de friches financée à hauteur de 80 % (dont 80 % FEADER, 20 % Région).

Les 20 % restants constituent une part autofinancée par les Communes identifiées ;

- **430 087,84 € TTC** pour les investissements matériels financés à hauteur de 40 % (dont 80 % FEADER, 20 % Région).

Les 60 % restants constituent une part autofinancée par les communes identifiées.

Le montant total éligible du projet s'élève désormais à **660 329,02 € TTC** au lieu de **1 131 973,63 € TTC**.

La décision attributive des différents projets retenus en Région PACA sera connue en mai 2018.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- de solliciter auprès du FEADER et du Conseil Régional une subvention au taux le plus élevé possible, dans le cadre de l'appel à projets « Stratégies locales de préservation du foncier agricole et naturel » ; Les recettes correspondantes seront inscrites à la Section de Fonctionnement du Budget Principal ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer le formulaire actualisé de demande de subvention « FEADER 16.7-1 » ;
- d'autoriser Monsieur le Président à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de solliciter auprès du FEADER et du Conseil Régional une subvention au taux le plus élevé possible, dans le cadre de l'appel à projets « Stratégies locales de préservation du foncier agricole et naturel » ; Les recettes correspondantes seront inscrites à la Section de Fonctionnement du Budget Principal ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer le formulaire actualisé de demande de subvention « FEADER 16.7-1 » ;
- d'autoriser Monsieur le Président à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 23 avril 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

DEMANDE DE SUBVENTION

STRATEGIES LOCALES DE DEVELOPPEMENT POUR LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL

DISPOSITIF 16.7-1 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier :

Date de réception :

N° de dossier OSIRIS :

1. IDENTIFICATION ET COORDONNEES DU CHEF DE FILE

N° SIRET : |240|600|585|000|14|

(du siège social) attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

code APE le cas échéant : |84|11|Z : Administration publique générale

☐ entreprise en cours d'immatriculation (le justificatif devra être fourni le plus rapidement possible au Conseil Régional PACA)

STATUT JURIDIQUE : 7248 – Communauté d'agglomération (EPCI)

Associations, Collectivité, Chambre d'agriculture, Société d'Aménagement Régional...

RAISON SOCIALE: Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

NOM du représentant légal : LEONETTI

Prénom du représentant légal : Jean

Fonction du représentant légal (*maire, président...*) : Président

Adresse du siège social du Chef de file : 449 Route des crêtes, BP 43

Code postal : |06|9|0|1|

Ville : VALBONNE

Téléphone : |04|8|9|8|7|7|1|0|0|

NOM Prénom du responsable du projet (*si différent*) : VINCENTELLI Valentine

Fonction du responsable du projet : Chargé de mission Espaces Naturels - Agriculture

8

Téléphone du responsable du projet : |04|8|9|8|7|7|2|2|8|

Téléphone portable professionnel du responsable du projet : |06|3|3|6|3|0|4|6|0|

Adresse Mail du responsable du projet : v.vincentelli@agglo-casa.fr

2. INTITULE DU PROJET

Nature du projet et localisation :

INTITULE DU PROJET : PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL FEADER 2014-2020 : OPERATION 16.7.1 « STRATEGIES LOCALES DE DEVELOPPEMENT POUR LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL »

TERRITOIRE COUVERT PAR LE PROJET :

14 communes de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (cf. Carte projet - Annexe 1 de la convention de partenariat)

3. COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE DU CHEF DE FILE SUR LEQUEL LES AIDES SERONT VERSEES

Veillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide et joindre un RIB :

N° IBAN : FR58|3000|1005|96C0| |6500|0000|079|

BIC |B|D|F|E|F|R|P|P|C|C|T|

4. CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) Type de projet de coopération

Partenaires associés au projet (au moins 2 entités) :

Nombre total de partenaires associés au projet : 17

Nombre total de partenaires sollicitant une aide : 12

Composition du partenariat

Type de partenaires	Nom du partenaire	Adresse	CP - Ville	N° SIRET/SIREN	Code APE
Chef de file :	Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	449 route des crêtes, BP 43	06 901 VALBONNE	240 600 585 000 14	84 11 Z
Partenaire 1 - Bénéficiaire	Chambre d'Agriculture	MIN ST Augustin MIN Fleurs 17 BOX 85	06 296 NICE CEDEX 3	180 600 025 000 35	94 11 Z
Partenaire 2 - Bénéficiaire	SAFER	SAFER PACA Route de la Durance CS 20017	04107 MANOSQUE CEDEX	707 350 112 000 17	42 99 Z
Partenaire 3	Terre de Liens	Maison IV de Chiffre 26 rue des Teinturiers	84000 AVIGNON	522 512 755	9499Z
Partenaire 4 - Bénéficiaire	Bar-sur-Loup	Place de la Tour	06 620 BAR SUR LOUP	210 600 102	84 11 Z
Partenaire 5	Caussols	76 place Derégnaucourt	06 460 CAUSSOLS	210 600 375 000 13	84 11 Z
Partenaire 6 - Bénéficiaire	Châteauneuf	4 place Georges Clémenceau	06 740 CHATEAUNEUF	210 600 383 000 17	84 11 Z
Partenaire 7	Cipières	1 la Place	06 620 CIPIERES	210 600 417 000 13	
Partenaire 8 - Bénéficiaire	La Colle-sur-Loup	Chemin du Canadel	06 480 LA COLLE SUR LOUP	210 600 441 000 13	84 11 Z
Partenaire 9 - Bénéficiaire	Coursegoules	1 place de la mairie	06 140 COURSEGOULES	210 600 508 000 19	84 11 Z
Partenaire 10	Gourdon	263 chemin du Coulombiers	06 620 GOURDON	217 102 227 000 14	84 11 Z
Partenaire 11 - Bénéficiaire	Gréolières	5 rue de la Mairie	06 620 GREOLIERES	210 600 706 000 19	84 11 Z
Partenaire 12 - Bénéficiaire	Opio	Place de la Liberté	06 650 OPIO	210 600 896 000 18	84 11 Z
Partenaire 13 - Bénéficiaire	Le Rouret	Allée des anciens combattants	06 650 LE ROURET	210 601 126 000 19	84 11 Z
Partenaire 14 - Bénéficiaire	Tourrettes-sur-Loup	Place Maximin escalier	06 140 TOURRETTES SUR LOUP	210 601 480 000 10	84 11 Z
Partenaire 15 - Bénéficiaire	Valbonne Sophia Antipolis	Place de l'hôtel de Ville	06 902 VALBONNE CEDEX	210 601 480 000 10	84 11 Z
Partenaire 16	Vallauris	Place Jacques Cavaise	06 220 VALLAURIS	210 601 555 000 19	84 11 Z
Partenaire 17	Villeneuve-Loubet	Place de l'hôtel de ville	06 270 VILLENEUVE- LOUBET	210 601 613 000 16	84 11 Z

b) Calendrier prévisionnel

Date prévisionnelle de début du projet : 01/10/ 2017 (jour, mois, année)

Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs années :

Type de partenaires	Année n*	Année n+1	Année n+2	Année n+3	Année n+4
Chef de file : CASA	32 498.125	9 143.125			
Partenaire 1 : Chambre d'Agriculture	6 511.00				
Partenaire 2 : SAFER	12 025.73				
SOUS TOTAL	51 034.855	9 143.125			
Partenaire 4 : Bar-sur-Loup		36 600	8 468.64		
Partenaire 6 : Châteauneuf	40 130				
Partenaire 8 : La Colle-sur-Loup				120 000.00	101 250.00
Partenaire 9 : Coursegoules			31 200.00	31 200.00	31 200.00
Partenaire 11 : Gréolières		18 059.20			
Partenaire 12 : Opio			62 500.00	30 240.00	30 240.00
Partenaire 13 : Le Rouret			76 488.88	35 000.00	35 000.00
Partenaire 14 : Tourrettes-sur-Loup		68 580.00	68 580.00		
Partenaire 15 : Valbonne Sophia Antipolis			72 996.00	33 750.00	33 750.00
SOUS TOTAL TTC	40 130.00	123 239.20	320 233.52	250 190.00	231 440.00
TOTAL des dépenses prévues (€TTC)	91 164.86	132 382.32	320 233.52	250 190.00	231 440.00

*Année de démarrage du projet

Date prévisionnelle de fin de projet : 01 / 10 / 2022 (jour, mois, année)

c) Critères administratifs et financiers liés au chef de file

- Moyens humains dédiés à la gestion du dossier au niveau de la structure Chef de File (nbre d'ETP) : 0.2 ETP
- Précisez ci-dessous la méthode envisagée de remontée des dépenses par la structure Chef de file (transmission des justificatifs de dépenses de chacun des partenaires bénéficiaires au chef de file puis au service instructeur)

Transmission des justificatifs de dépenses et des livrables de chaque partenaire au chef de file annuellement puis transmission des documents par le chef de file au service instructeur.

5. DEPENSES PREVISIONNELLES

Récapitulatif des dépenses prévisionnelles (cf. annexe 2 & 3 pour la description détaillée)

Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	Montant total figurant dans les annexes 2&3
Animation liée à la réorganisation foncière, reconquête de friches, mise en œuvre des procédures de biens vacants et sans maîtres	
Annexe 2 : Total Prévisionnel des dépenses de rémunération	
Chef de file : Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	18 286.25 €
Partenaire 1 : Chambre d'Agriculture	6 511.00 €
Partenaire 2 : SAFER	12 025.73 €
Etudes de faisabilité, coûts directs de mise en œuvre du projet	
Annexe 3 : Total Prévisionnel des dépenses sur devis	
TERRE DE LIENS	4 725.00 € HT (non assujettie à la TVA)
TERCIA CONSULTANTS	12 150.00 € HT / 14 580.00 € TTC
CERPAM	3 375.00 € HT / 4 050.00 € TTC
Communes / remise en état	535 144,88 € TTC
Communes / investissement matériels	430 087,84 € TTC
Coût global du projet :	1 025 410.70 € TTC

6. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Montant total HT-ou TTC * du projet **1 025 410.70 € TTC**

Montant assiette éligible HT ou TTC * du projet (a) : 660 329.02 € TTC

Taux d'aide publique escompté (a)	100 % Etudes – 80% Remise en état friches – 40% Matériels
-----------------------------------	---

Montant correspondant de l'aide publique souhaitée	660 329.02 € TTC
Dont part d'autofinancement sollicitant une contribution FEADER (b)	

Financement public			
Financeurs publics sollicités	Sollicité via une autre demande	Montant demandé	Montant obtenu le cas échéant
Région	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	, €	, €
Département	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	, €	, €
Autres :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	, €	, €

Emprunts (c)			
Identification du prêteur	Type de prêt	Montant du prêt demandé	Montant obtenu
		, €	, €
		, €	, €
		, €	, €

Financements du demandeur	
Autofinancement à titre privé (d)	, €

- (a) A établir selon les règles fixées dans l'Appel à Propositions (plafonnement de l'assiette de coût total éligible, taux d'aide publique)
- (b) Pour un organisme reconnu de droit public, préciser la part d'autofinancement pour laquelle est souhaitée une contribution de FEADER.
- (c) Si le prêt correspondant bénéficie d'un taux d'emprunt préférentiel (PTZ, PB), la différence avec le taux du marché est considérée comme une subvention publique.
- (d) Pour un organisme reconnu de droit public, la part d'autofinancement affiché à ce niveau ne constitue pas une aide publique.

*** Attention : Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses et des recettes TTC**

7. LISTE DES PIÈCES A JOINDRE A VOTRE DEMANDE

Pour tous les bénéficiaires :

Pièces	Type de bénéficiaire concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé (y compris annexes 1 à 6)	Chef de file	<input type="checkbox"/>	
Convention de partenariat complétée et signé (y compris annexes 1 à 2.1)	Tous les partenaires	<input type="checkbox"/>	
Ensemble des pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (selon le bénéficiaires : 3 devis pour chaque dépense, justificatifs des frais salariaux prévisionnels, pièces constitutives du marché permettant de justifier le caractère raisonnable des coûts, etc.)	Tous les partenaires-bénéficiaires concernés	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire du chef de file (ou copie lisible)	Chef de file	<input type="checkbox"/>	
Certificats de conformité aux obligations fiscales et sociales	Tous les partenaires-bénéficiaires concernés (sauf collectivité territoriale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts	Tous les partenaires-bénéficiaires concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de validation des statuts par préfecture pour chacun des bénéficiaires concernés	Tous les partenaires-bénéficiaires concerné (Associations)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir accordé au signataire par le représentant légal (selon le cas: mandat, pouvoir, délégation de signature...)	Tous les partenaires-bénéficiaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et mentionnant le type de démarche de protection envisagée (PAEN, SAP, SCOT secteurs agricoles protégés)	Tous les partenaires-bénéficiaires concerné (Structure publique ou association).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement de l'organisme bancaire	Si le partenaire-bénéficiaire a recours à un emprunt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces constitutives du dossier de marché public	Si le partenaire-bénéficiaire passe un marché public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de non récupération de la TVA pour chacun des bénéficiaires concernés (si concerné)	Si les dépenses prévisionnelles sont présentées en TTC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

8. ENGAGEMENTS DU CHEF DE FILE

Vous trouverez en annexe 6 un modèle d'engagement à faire signée par chacun des bénéficiaires de la mesure.

IMPORTANT :

Je suis informé(e), (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou si je ne respecte pas (nous ne respectons pas) mes (nos) engagements, je devrais (nous devons) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières. Je pourrais (nous pourrions) également être poursuivi(s) et sanctionné(s) sur la base des textes en vigueur.

- que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

- que les informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'agence de services et de paiement (ASP) et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région PACA - DAE/SGFE – 27 PLACE Jules Guesde – 13481 Marseille cedex 20.

Fait à VALBONNE

le

Fonction et signature(s) du Chef de File avec le cachet de la structure:

Jean LEONETTI

**Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Maire d'Antibes-Juan-les-Pins**

Annexe 1 – Présentation du projet

Votre partenariat devra être formalisé au travers d'un projet de convention de partenariat à joindre au dossier de demande de subvention.

Renseignez le modèle de convention de partenariat présentée en annexe qui permet de fixer les engagements de chaque partenaire et notamment les coûts supportés par chacun, précisant les règles de gouvernance du projet, nommant le porteur / chef de file du projet, définissant le cas échéant les règles relatives à la propriété intellectuelle et matérielle, ainsi que les modalités de redistribution de l'aide.

Les partenaires doivent établir ensemble **un dossier technique et son plan de financement**, qui servent également d'annexes techniques et financières au projet de convention de partenariat ; ces annexes techniques et financières permettent de compléter les tableaux des annexes 2 et 3 du formulaire de demande de subvention.

Précision sur le **dossier technique et son plan de financement** :

Le dossier technique de présentation du projet devra développer les aspects suivants de façon claire, précise et explicite :

- ✓ **le contexte et la problématique** : quel est le territoire concerné, ses caractéristiques? en quoi le projet répond-il à un ou des besoins exprimé(s) par les acteurs du territoire? comment ce(s) besoin (s) a-t-il été identifié ? quelles ont été les étapes de la genèse du projet ? quelle est la problématique posée qui justifie l'action ?
- ✓ **l'état de l'art et des connaissances disponibles sur le sujet** : quels sont les travaux réalisés ou en cours sur le sujet (en PACA ou ailleurs) ? quels sont les enseignements, les savoir-faire déjà acquis ? quels sont les liens avec des projets existants le cas échéant ? quelle est la plus-value apportée par le projet par rapport aux travaux réalisés ou existants?
- ✓ **les objectifs spécifiques du projet** : détailler les questions concrètes auxquelles le projet se propose de répondre ; quels sont les objectifs du projet? (préserver le foncier agricole et naturel ; lutter contre les friches et reconquête d'espaces agricoles abandonnés, à intérêt environnemental et/ou paysager ; lutte contre les risques d'incendie, d'inondation ; améliorer l'organisation et la structuration foncière de ces espaces...) ;
- ✓ **les résultats attendus** à l'issue du projet et les retombées directes et indirectes, dans les domaines économiques, environnementales, sociales. Quel sera l'impact sur l'environnement, l'agriculture, et le territoire en terme de réalisations concrètes et quantifiables ? (par ex : mise en œuvre de démarches réglementaires de protection, combien d'hectares protégés, reconquis, nombre d'agriculteurs installés, éléments permettant la participation citoyenne...) ;
- ✓ **le partenariat** : rôle et contribution de chacun des partenaires dans la réalisation du projet; expliquer en quoi ce partenariat est efficace pour mener à bien le projet ? Détaillez l'organisation, le fonctionnement du partenariat et les modes de gouvernance.
- ✓ **le plan d'actions du projet** : détail des actions de chacun des partenaires; planification des différentes étapes et actions ; calendrier de réalisation ; nature des livrables associés et des indicateurs de réalisation (numérotez les actions et remplissez le modèle de tableau présenté en annexe 1 de la convention de partenariat).
- ✓ **le budget prévisionnel détaillé du projet** et le plan de financement pluriannuel, par partenaire, et consolidé au niveau du projet.

N'hésitez pas à joindre tout document qui vous paraîtrait utile à la bonne compréhension de votre projet.

Annexe 2 – Frais de personnel

ANIMATION LIEE A LA REORGANISATION FONCIERE, RECONQUETE DE FRICHES, MISE EN ŒUVRE DES PROCEDURES DE BIENS VACANTS ET SANS MAITRES :

Complétez le tableau ci-dessous en vous appuyant sur le Plan d'actions figurant en annexe de la convention de partenariat qui précise, par action finalisée, le total des dépenses supportées par chacun des partenaires du projet.

Description de la dépense		Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut + charges patronales (a)	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours/an) (b)	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent (c)	Frais salariaux liés à l'opération (a x (b/c))	Fiche de paie ou autre justificatif joint
Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)						
CASA	Action 1 : Pilotage et Animation du projet Action 2 : Etudes d'opportunité de ZAP Action 3 : Etudes de potentiel agricole préalables au PLU Action 4 : Animation foncière Action 5 : Remise en état de friches	VINCENTELLI Valentine	44 670, 70 €	84	209	18 286.25	<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *						18 286.25 €	
SAFER	Action 4 : Animation foncière	Conseiller Foncier	35 053,40 €	55	205	9 404,60 €	<input type="checkbox"/>
SAFER	Action 4 : Animation foncière	Chef de Service	80 951,80 €	3	205	1 184,70 €	<input type="checkbox"/>
SAFER	Action 4 : Animation foncière	Chargé d'étude	58 894,13 €	5	205	1 436,43 €	<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *						12 025.73 €	
CA 06	Action 1 : Pilotage et Animation du projet Action 3 :	Chargé d'étude	50 000	15	205	3 750.00 €	<input type="checkbox"/>

	Etudes de potentiel agricole préalables au PLU						
CA 06	Action 3 : Etudes de potentiel agricole préalables au PLU	Chef de service	66 400	1	205	332.00 €	<input type="checkbox"/>
CA 06	Action 3 : Etudes de potentiel agricole préalables au PLU	Technicien	53200	4	205	1064.00 €	<input type="checkbox"/>
CA 06	Action 1 : Pilotage et Animation du projet	Responsable administratif	91000	3	205	1365.00 €	<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *						6 511.00 €	
TOTAL global des dépenses prévues pour l'ensemble des partenaires						36 822.98 €	

(1) Si le nom n'est pas connu, indiquer le niveau de qualification (par exemple ingénieur ou technicien) ; le nom sera alors communiqué au service gestionnaire dès que possible.

(*) Le montant total doit être reporté dans le tableau de la rubrique des dépenses prévisionnelles en page 3.

Annexe 3 – Dépenses sur devis

Annexe à utiliser lorsque le montant prévisionnel est justifié par la présentation de devis (pour tous les porteurs de projets non soumis au code des marchés publics) ou les pièces du marché permettant de justifier le caractère raisonnable des coûts (pour tous les établissements soumis au code des marchés publics).

Le montant présenté dans cette annexe correspond à une partie ou à l'intégralité du montant indiqué sur devis.

Complétez le tableau ci-dessous en vous appuyant sur le Plan d'actions figurant en annexe de la convention de partenariat qui précise, par action, le total des dépenses supportées par chacun des partenaires du projet.

N°de ligne	Partenaire concerné de l'opération collaborative	Action (en référence au plan d'actions de la convention de partenariat)	Description de la dépense (nature de l'investissement)	Montant prévisionnel en € HT	Montant prévisionnel TVA en € (a)	Devis joints (b)	Fournisseurs à l'origine des devis ou fournisseurs à retenir dans le cadre d'un marché public
1	CASA	Action 4 : Animation foncière	Animation liée à la réorganisation foncière, reconquête de friches, mise en œuvre des procédures de biens vacants et sans maîtres	4 725,00 €		<input type="checkbox"/>	Terre de Liens
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				4 725,00 € HT	4 725.00€ TTC		
2	CASA	Action 3 : Etudes de potentiel agricole préalables au PLU	Etudes de faisabilité, coûts directs de mise en œuvre du projet	3 375.00 €	675.00 €	<input type="checkbox"/>	CERPAM
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				3 375.00 € HT	4 050.00€ TTC	<input type="checkbox"/>	
3	CASA	Action 2 : Etudes d'opportunité de ZAP	Etudes de faisabilité, coûts directs de mise en œuvre du projet	12 150.00 €	2 430.00 €	<input type="checkbox"/>	TERCIA CONSULTANT
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				12 150.00 € HT	14 580.00€ TTC	<input type="checkbox"/>	
4	Communes	Action 5 : Remise en état de friches	Remises en état de friches agricoles	445 954,06 €	89 190,82 €		Cf pièces marchés en annexes
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				445 954,06 € HT	535 144,88 € TTC		
5	Communes	Action 5 : Remise en état de friches	Matériels Clôtures	358 406,53 €	71 681,31 €		Cf pièces marchés en annexes
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				358 406,53 € HT	430 087,84 € TTC		

Annexe 4 – Liste des aides publiques obtenues au cours des 3 dernières années

Ce modèle d'engagement est à compléter et à faire signer par chacun des bénéficiaires de l'aide.

Notamment :

Aide à l'investissement matériel, aide à l'immobilier d'entreprise, aide à l'investissement immatériel, aide à la formation et à l'emploi, autres aides...

Date d'obtention	Dénomination et objet de l'aide	Financeurs	Montant en €.	Aide notifiée dans le cadre du règlement de minimis ?
2014 - 2016	Natura 2000	Etat / FEDER	195 000 €	<input type="checkbox"/> non
2015	EIE 6 ^{ème} année	ADEME / REGION	44 515 €	<input type="checkbox"/> non
2015	CEP	ADEME / REGION	19 804.83 €	<input type="checkbox"/> non
2015	PREH	ADEME / REGION	35 000 €	<input type="checkbox"/> non
2016	PCET MICRO CENTRALE	AGENCE DE L'EAU	23 160 €	<input type="checkbox"/> non
2016	EIE 7 ^{ème} année	ADEME / REGION	45 783 €	<input type="checkbox"/> non
2016	CEP	ADEME / REGION	17 400 €	<input type="checkbox"/> non
2016	AUDITS ENERGETIQUES	REGION	56 000 €	<input type="checkbox"/> non
2016	Déploiement des IRVE	ADEME / ETAT	308 000 €	<input type="checkbox"/> non
2017 - 2019	Natura 2000	Etat / FEDER	40 000 €	<input type="checkbox"/> non
2017	EIE 8 ^{ème} année	ADEME	96 000 €	<input type="checkbox"/> non
2017	TEPCV	ETAT	204 000 €	<input type="checkbox"/> non
2017	AMI « Quartiers Durables »	REGION / ETAT	100 000 €	<input type="checkbox"/> non
2017	AMI « Sauvegarde des Palmiers »	REGION	15 735 €	<input type="checkbox"/> non

Je soussigné(e), Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

☒ **certifie exactes et complètes les informations fournies dans la présente attestation.**

Fait à VALBONNE

le

Fonction et signature(s) du demandeur avec le cachet de la structure:

Jean LEONETTI

**Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Maire d'Antibes-Juan-les-Pins**

Annexe 5 – MODELE D'ENGAGEMENTS POUR CHAQUE BENEFICIAIRE

Ce modèle d'engagement est à faire signer par chacun des bénéficiaires de la mesure.

En fonction de votre situation, veuillez cocher la case correspondante.

☒ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides dans le cadre de la mesure 16.7-1 STRATEGIES LOCALES DE DEVELOPPEMENT POUR LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

☒ N'avoir pas sollicité pour les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,

☒ Avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,

☒ Etre à jour de mes obligations fiscales, parafiscales,

☒ Etre à jour de mes obligations sociales,

☒ Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques (redressement, procédures collectives...),

☒ Que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service, notification de marché public ...) avant la date de dépôt de la présente demande,

☒ L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Le cas échéant : (cocher les cases suivantes, selon votre cas)

☒ Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC),

☐ Ne pas récupérer partiellement la TVA, par le biais du FCTVA,

☒ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- A informer le GUSI de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant au minimum 5 ans à compter de la décision attributive de l'aide du FEADER,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres subventions (nationales ou européennes), en plus de celles mentionnées dans le tableau « plan de financement du projet »,
- A respecter les obligations réglementaires relatives à la publicité de l'aide,
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide, après le paiement du solde de l'aide européenne
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée minimale de 5 ans pour les matériels, équipements et les bâtiments,
- A respecter le taux d'aides publiques de l'investissement éligible,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...,
- A obtenir, avant la réalisation du projet, l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire notamment).

IMPORTANT :

Je suis informé(e), (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou si je ne respecte pas (nous ne respectons pas) mes (nos) engagements, je devrais (nous devrions) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières. Je pourrais (nous pourrions) également être poursuivi(s) et sanctionné(s) sur la base des textes en vigueur.

- que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

- que les informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'agence de services et de paiement (ASP) et la Région

Provence-Alpes-Côte d'Azur. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région PACA - DAE/SGFE – 27 PLACE Jules Guesde – 13481 Marseille cedex 20.

Fait à VALBONNE

le

Fonction et signature(s) du Bénéficiaire avec le cachet de la structure :

Jean LEONETTI,

**Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Maire d'Antibes-Juan-les-Pins**

Annexe 6 – PROPOSITION DE CONVENTION DE PARTENARIAT

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'OPERATION APPEL A PROJET FEADER 16-7.1 STRATEGIE DE PRESERVATION DU FONCIER

Entre

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS, représenté par **M. LEONETTI Jean**, en qualité de Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ci-après dénommé « CHEF DE FILE »,

Adresse : 449 Route des Crêtes BP 43, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS VALBONNE

N°SIRET : 240 600 585 000 14

Et

La CHAMBRE D'AGRICULTURE, représenté par **M. DESSUS Michel**, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture des Alpes Maritimes, ci-après dénommé « partenaire n°1 »,

Adresse : MIN Fleurs 17 Box 85, Min SAINT AUGUSTIN, 06 200 NICE

N°SIRET : 180 600 025 000 35

SAFER, représenté par **M. BRUN Patrice**, en qualité de Président Directeur Général, ci-après dénommé « partenaire n°2 »,

Adresse : SAFER PACA, Route de la Durance, CS 20017, 04107 MANOSQUE

N°SIRET : 707 350 112 000 17

Terre de liens, représenté par **Pierre FABRE**, en qualité de **Président**, ci-après dénommé « partenaire n°3 »,

Adresse : Maison IV 26 rue des Teinturiers 84 000 AVIGNON

N°SIRET : 522 512 755

BAR-SUR-LOUP, représenté par **M. GALVAIRE Willy**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°4 »,

Adresse : Place de la Tour, 06620 BAR-SUR-LOUP

N°SIREN : 210 600 102

CHATEAUNEUF, représenté par **M. DELMOTTE Emmanuel**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°5 »,

Adresse : 4 Place Georges Clémenceau, 06740 CHATEAUNEUF

N°SIRET : 210 600 383 000 17

LA COLLE-SUR-LOUP, représenté par **M. MION Jean-Bernard**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°6»,

Adresse : Mairie, chemin du Canadel

N°SIRET : 210 600 441 000 13

CAUSSOLS, représenté par **M. HUGUES Gilbert**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°7»,

Adresse : 141 Place Régnaucourt 06460 CAUSSOLS

N°SIRET : 210 600 375 000 13

CIPIERES, représenté par **M. TAULANE Gilbert**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°8»,

Adresse : N°1 la place 06620 CIPIERES

N°SIRET : 210 600 417 000 13

COURSEGOULES, représenté par **M. ARZIARI Alain**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°9 »,

Adresse : 1 Place de la Mairie, 06 140 COURSEGOULES

N°SIRET : 210 600 508 000 19

GOURDON, représenté par **M. MELE Eric**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°10»,

Adresse : La Colombière route de Caussols 06620 GOURDON

N°SIRET : 217 102 227 000 14

GREOLIÈRES, représenté par **M. CRESP Roger**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°10»,

Adresse : Rue de la Mairie 06620 GRELOIÈRES

N°SIRET : 210 600 706 000 19

OPIO, représenté par **M. OCCELLI Thierry**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°11 »,

Adresse : Place de la Liberté, 06 650 OPIO

N°SIRET : 210 600 896 000 18

LE ROURET, représenté par **M. LOMBARDO Gérald**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°12 »,

Adresse : Mairie, Allée des Anciens Combattants, 06 650 LE ROURET

N°SIRET : 210 601 126 000 19

TOURRETTES-SUR-LOUP, représenté par **M. BAGARIA Damien**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°13 »,

Adresse : Place Maximin Escalier, 06 140 TOURRETTES-SUR-LOUP

N°SIRET : 210 601 480 000 10

VALBONNE, représenté par **M. ETORE Christophe**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°14 »,

Adresse : 1 Place de l'Hôtel de Ville, BP 109, 06 560 VALBONNE

N°SIRET : 210 601 522 001 75

VALLAURIS, représenté par **Mme SALUCKI Michelle**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°15 »,

Adresse : Hôtel de Ville, Place Jacques Cavasse, BP 299, 06220 VALLAURIS

N°SIRET : 210 601 555 000 19

VILLENEUVE LOUBET, représenté par **M LUCA Lionnel**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°16 »,

Adresse : Hôtel de Ville, BP 59 06271 VILLENEUVE LOUBET CEDEX

N°SIRET : 210 601613 000 16

Visas :

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n° 485/2008 ;

Vu le règlement délégué (UE) n°640/2014 du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires ;

Vu le règlement d'exécution(UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1511-1-1, L. 1511-1-2 et L. 4221-5 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2 et R. 313-13 et suivants relatifs à l'Agence de services et de paiement ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n° XX du XX fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes des fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période de programmation 2014-2020 ; [A mentionner si publié]

Vu le décret n° XX du XX relatif au dispositif de gestion et de contrôle des programmes opérationnels et des programmes de développement rural (FEDER, FSE, Feader, FEAMP) relevant du cadre stratégique commun (CSC) pris en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 ; [A mentionner si publié]

Vu la demande d'aide au titre du Programme de Développement Rural XX, adressé par le chef de file, en date du xx/xx/xx, pour l'opération partenariale « XXXXXXXXXX »,

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les modalités de coopération entre le « chef de file » et les partenaires de l'opération mentionnés ci-dessus. Elle définit les obligations et responsabilités respectives des signataires dans le cadre de la réalisation de l'opération citée en objet.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention reste en vigueur à minima pendant toute la durée de validité de la décision attributive (date limite pour la réalisation de l'opération) et des engagements qu'elle produit.

La convention reste en tout état de cause en vigueur tant que le « chef de file » ne s'est pas pleinement acquitté de ses obligations envers l'autorité de gestion et tant que le chef de file et ses partenaires ne se sont pas acquittés de leurs obligations réciproques, telles que définies dans la présente convention.

La présente convention devient caduque si l'opération collaborative ne fait l'objet d'aucune décision attributive d'aide.

Article 3 : Présentation de l'opération partenariale et de ses modalités financières

3.1 Présentation de l'opération partenariale

L'opération partenariale a pour objet [rappeler sommairement les objectifs de l'opération tels qu'ils figurent dans la demande d'aide].

La description détaillée de l'opération est présentée en annexe 1.

3.2 Modalités financières de l'opération partenariale

L'opération partenariale repose sur un plan de financement prévisionnel détaillé et ventilé entre partenaires joint en annexe 2. (annexe 2.1).

Ce plan de financement prévisionnel pourra être ajusté avec l'accord des signataires de la présente convention dans le respect du plan de financement consigné dans la décision attributive de l'aide à l'opération et de ses éventuels avenants. Le plan de financement de la décision attributive de l'aide est joint en annexe 2.2 et sera établie sur la base des données transmises par le service instructeur (Guichet Unique Service Instructeur).

Dans le cas où le plan de financement de la décision attributive de l'aide fait l'objet d'un avenant ; ou lorsque l'opération partenariale fait l'objet d'une nouvelle décision attributive d'aide, l'annexe 2.2 sera modifiée par avenant.

L'annexe 2.1 vise notamment à préciser les cofinanceurs sollicités dans le cadre de l'opération partenariale, et l'autofinancement que chacun des partenaires s'engagent à mobiliser. Pour les partenaires publiques ou reconnus de droit public, il est fait mention du fait que leur autofinancement appelle ou non du FEADER en contrepartie.

3.3 Comité partenarial ou comité de pilotage

Le chef de file met en place un Comité partenarial ou un comité de pilotage jusqu'au terme des obligations de l'opération, chargé de suivre la mise en œuvre de l'opération partenariale dans le respect des délais, du plan de financement et de ses objectifs. Il est réuni à l'initiative de ses membres autant que de besoin.

Article 4 : Obligations et responsabilités du « chef de file »

Le chef de file réalise les actions prévues conjointement avec les autres partenaires selon les modalités et les délais prévus dans la décision juridique attributive de l'aide.

Il est responsable de la coordination administrative et financière de l'opération. Il s'acquitte de toutes les obligations découlant de la convention attributive de l'aide, en particulier les obligations suivantes :

En matière de suivi administratif :

- représenter tous les partenaires du projet auprès de l'autorité de gestion du programme et les tenir régulièrement informés de toutes les communications pertinentes de/avec l'autorité de gestion ;
- mettre en place un comité partenarial ;
- assurer la coordination globale de l'opération, selon les modalités et les délais fixés dans la convention attributive de subvention et mettre en place le système de suivi nécessaire à cette coordination ;
- être l'interlocuteur disponible pour toute demande officielle adressée par l'autorité de gestion et réagir rapidement, en accord avec les autres partenaires, à toute demande de cette dernière ;
- démarrer et exécuter l'opération (en partenariat) avec les autres partenaires selon les modalités qui seront décrites dans la décision attributive de l'aide ;
- transmettre aux partenaires toute information et tout document nécessaire au respect des dispositions en matière de publicité et d'information ;
- mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur.
- réunir les indicateurs et livrables afférents à l'opération demandés par l'autorité de gestion,

En matière de suivi financier :

- assurer le suivi et la coordination financière de l'opération ;
- préparer et consolider la ou les demandes de paiement. Pour cela il sollicite les partenaires pour qu'ils lui transmettent toute pièce justificative permettant d'établir la demande de paiement de l'aide. Il s'assure de la cohérence des données transmises par les partenaires avant transmission à l'autorité de gestion. Il produit et / ou consolide les états d'avancement accompagnés des justificatifs de dépenses, et le cas échéant les justificatifs de versements des cofinancements obtenus pour l'opération.
- verser les subventions reçues aux partenaires selon les modalités définies en article 8
- informer par écrit l'autorité de gestion des modifications du plan de financement ou de la nature de l'opération, validées par l'ensemble des partenaires ;
- utiliser : soit un système de comptabilité séparé, soit une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération ;

En matière de contrôle :

- se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par toute autorité chargée de la réalisation des audits et contrôles nationaux et communautaires ;
- communiquer aux partenaires et coordonner les éventuels contrôles et audits commandités, demander des pièces complémentaires et leurs résultats ;
- conserver et rendre disponible, sur demande des corps de contrôle, toutes les pièces relatives à l'opération et à sa mise en œuvre, jusqu'à la fin de la période d'engagement définie par la convention attributive de l'aide.

Article 5 : Obligations et responsabilités des partenaires

Chaque partenaire réalise les actions prévues conjointement avec le chef de file et les autres partenaires selon les modalités et les délais prévus dans la décision attributive de l'aide.

Chaque partenaire s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la coordination financière et administrative que réalise le « chef de file » et autorise ce dernier, dans le cadre de l'opération menée en partenariat, à signer la décision attributive de l'aide et les demandes de paiement et à percevoir l'aide.

A ce titre, chaque partenaire s'engage à :

En matière de suivi administratif :

- désigner dans sa structure un interlocuteur du chef de file ;
- communiquer au chef de file toute information et pièce nécessaire à la gestion du dossier ;
- informer le chef de file du démarrage effectif des actions et de leur exécution ;
- informer sans délai le chef de file de tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de l'opération et communiquer les mesures prises en conséquence pour mener à bien sa part du projet ;
- mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur ;
- produire les indicateurs et livrables réalisés pour les actions, chacun en ce qui le concerne et les faire remonter au chef de file

En matière de suivi financier :

- faciliter la coordination financière du chef de file en lui fournissant toutes les pièces nécessaires dans les délais exigés par le chef de file ;
- transmettre au chef de file toute information et pièce justificative (comptable et non comptable) des dépenses qu'il a supportées, ainsi que les justificatifs de versement des cofinancements publics ;
- utiliser soit un système de comptabilité séparé soit une codification comptable adéquate de toutes les transactions relatives à l'opération.

En matière de contrôle :

- se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par toute autorité chargée de la réalisation des audits et contrôles nationaux et communautaires ;
- communiquer au chef de file toute information et pièce nécessaire permettant de répondre aux demandes des corps de contrôle dans les délais requis,
- conserver et rendre disponible, sur demande des corps de contrôle, toute pièce relative à l'opération et à sa mise en œuvre, jusqu'à la fin de la période d'engagement définie par la convention attributive de l'aide

Article 6 : confidentialité et droits de propriété intellectuelle

[A adapter selon l'opération partenariale]

Le bénéficiaire chef de file et ses partenaires s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire chef de file et ses partenaires.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire chef de file et ses partenaires octroient à l'autorité de gestion le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 7 : Respect des règles communautaires et nationales

Le chef de file et les partenaires s'engagent à respecter la réglementation européenne et nationale applicable à l'opération, notamment les règles d'éligibilité, de justification des dépenses, relatives à la commande publique, aux aides d'Etat et à la concurrence.

Article 8 : Modalités de versements des subventions au chef de file et aux partenaires

Le paiement de l'aide intervient selon la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation de l'opération et sur justification des paiements réalisés par les financeurs mentionnés dans le plan de financement prévisionnel.

- Le chef de file transmet la demande de paiement et les pièces justificatives correspondantes à l'autorité de gestion ;
- Le chef de file reçoit l'aide qui résulte de l'instruction de la demande de paiement ;
- Le chef de file reverse aux partenaires le montant de l'aide selon les modalités de répartition financière fixée dans la présente convention et au vu des dépenses supportées et présentées dans la demande de paiement. Le chef de file verse l'intégralité du montant de l'aide due aux partenaires même si le montant de l'aide due a fait l'objet d'une compensation (au titre d'une créance du chef de file auprès de l'Organisme Payeur - article 1290 du code civil).

Article 9 : Manquements aux obligations dans le cadre de la mise en œuvre du projet

Si un des partenaires ne s'acquitte pas de ses obligations ou s'il enfreint une obligation contractuelle, le chef de file le met en demeure par écrit de corriger ce manquement dans un délai approprié ou de mettre fin à l'infraction. Le chef de file contacte les autres partenaires en vue de résoudre les difficultés.

Si les infractions aux obligations continuent, le chef de file peut décider, après consultation des autres partenaires, d'exclure le partenaire concerné.

Si un manquement d'un partenaire à ses obligations a des conséquences financières négatives pour le financement de l'ensemble de l'opération, le chef de file, en accord avec les autres partenaires, peut réclamer à ce partenaire une indemnisation.

Si le manquement aux obligations est du fait du chef de file, les règles de cet article s'appliquent, mais à la place du chef de file, ce sont les autres partenaires qui agissent ensemble.

Article 10 : Remboursement à l'organisme payeur, reversement des indus

En cas de non-respect des engagements de la décision attributive de l'aide par l'un ou plusieurs des partenaires, l'autorité de gestion peut arrêter ou suspendre le versement de l'aide et/ou réclamer le remboursement total ou partiel de l'aide versée.

Dans l'hypothèse de l'émission d'un ordre de recouvrement, le chef de file devra reverser à l'organisme payeur le montant demandé et le cas échéant les intérêts moratoires.

Si le manquement aux obligations provient d'un ou plusieurs partenaires, chaque partenaire transfère au chef de file la part de l'aide indûment perçue. Le chef de file présente sans délai la demande de remboursement de l'organisme payeur et avise chaque partenaire du montant à rembourser. Le remboursement au chef de file est dû **dans les x mois suivant la demande de l'organisme payeur/ou délai à fixer relativement à la date de reversement imposée au chef de file par l'organisme payeur.**

Chacun des partenaires est tenu responsable de la non-exécution totale ou partielle des activités dont il est chargé ou de l'affectation des fonds à des dépenses non prévues par l'opération. Il s'engage à rembourser la part des aides indûment perçues.

Article 11 : Modification de la convention, résiliation

- Toute modification notamment de la composition du partenariat ou du plan de financement de l'opération doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention signée par chacune des parties contractuelles ;
- Le partenaire qui souhaite abandonner sa participation au projet peut demander la résiliation de la présente convention par lettre recommandée à l'adresse du chef de file afin que celui-ci en informe l'autorité de gestion ;
- Toute modification de cette convention doit être communiquée **dans un délai de x jours** à compter de sa signature à l'autorité de gestion du programme.

Article 12 : Traitement des litiges

En cas de litiges, le chef de file et les partenaires recherchent une solution à l'amiable.

A défaut, en cas de contentieux, le Tribunal compétent est le Tribunal de « ... »

Article 13 : Annexes

Sont annexés à la présente convention et font partie intégrante de celle-ci les documents suivants :

Annexe 1, annexe technique

- présentation technique de l'opération partenariale de ses livrables et indicateurs de mise en œuvre

Annexe 2, annexe financière

- Annexe 2-1 : plan de financement prévisionnel détaillé par partenaire
- Annexe 2-2 : plan de financement de la décision attributive de l'aide FEADER/Région

Fait à _____ le _____

Fonction(s) et signature(s)

Annexe 1 de la convention de partenariat

Annexe technique

Présentation technique de l'opération partenariale

Précision sur le **dossier technique** :

Le dossier technique de présentation du projet devra développer les aspects suivants de façon claire, précise et explicite :

- ✓ **le contexte et la problématique** : quel est le territoire concerné, ses caractéristiques? en quoi le projet répond-il à un ou des besoins exprimé(s) par les acteurs du territoire? comment ce(s) besoin (s) a-t-il été identifié ? quelles ont été les étapes de la genèse du projet ? quelle est la problématique posée qui justifie l'action ?
- ✓ **l'état de l'art et des connaissances disponibles sur le sujet** : quels sont les travaux réalisés ou en cours sur le sujet (en PACA ou ailleurs) ? quels sont les enseignements, les savoir-faire déjà acquis ? quels sont les liens avec des projets existants le cas échéant ? quelle est la plus-value apportée par le projet par rapport aux travaux réalisés ou existants?
- ✓ **les objectifs spécifiques du projet** : détailler les questions concrètes auxquelles le projet se propose de répondre ; quels sont les objectifs du projet? (préserver le foncier agricole et naturel ; lutter contre les friches et reconquête d'espaces agricoles abandonnés, à intérêt environnemental et/ou paysager ; lutte contre les risques d'incendie, d'inondation ; améliorer l'organisation et la structuration foncière de ces espaces...) ;
- ✓ **les résultats attendus** à l'issue du projet et les retombées directes et indirectes, dans les domaines économiques, environnementales, sociales. Quel sera l'impact sur l'environnement, l'agriculture, et le territoire en terme de réalisations concrètes et quantifiables ? (par ex : mise en œuvre de démarches réglementaires de protection, combien d'hectares protégés, reconquis, nombre d'agriculteurs installés, éléments permettant la participation citoyenne...) ;
- ✓ **le partenariat** : rôle et contribution de chacun des partenaires dans la réalisation du projet; expliquer en quoi ce partenariat est efficace pour mener à bien le projet ? Détaillez l'organisation, le fonctionnement du partenariat et les modes de gouvernance.
- ✓ **le plan d'actions du projet** : détail des actions de chacun des partenaires; planification des différentes étapes et actions ; calendrier de réalisation ; nature des livrables associés et des indicateurs de réalisation (numérotez les actions et remplissez le modèle de tableau présenté en annexe 1 de la convention de partenariat).
- ✓ **le budget prévisionnel détaillé du projet** et le plan de financement pluriannuel, par partenaire, et consolidé au niveau du projet.

PLAN D' ACTIONS

	Chef de file CASA	Partenaire n°1 CA 06	Partenaire n°2 SAFER	Partenaire n°3 Terre de Liens
Plan d'actions				
Action 1 : Pilotage et Animation du projet Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Organisation, suivi, coordination, expertise technique et opérationnelle</i> <u>Livrables :</u> CR COTECH et COPIL CR points d'avancement et réunions interm à la mise en place du projet pour chaque action et à chaque étape <u>Indicateurs :</u> Nbre de réunions réalisées			
Action 2 : Etudes d'opportunité de ZAP Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Suivi prestataire TERCIA Consultants</i> <u>Livrables :</u> 2 dossiers de ZAP pour Châteauneuf et Villeneuve-Loubet / Plans réglementaires CR des réunions avec prestataire <u>Indicateurs :</u> Nbre de dossiers réalisés Nombre de réunions réalisées			
Action 3 : Etudes de potentiel agricole préalables au PLU Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Suivi et coordination de la CA06</i> <u>Livrables :</u> CR des réunions techniques <u>Indicateurs :</u> Nombre de réunions réalisées	<u>Livrables :</u> Fiche technique rédigée par site <u>Indicateurs :</u> Nbre de fiches réalisées		
Action 4 : Animation foncière Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Suivi et coordination de la SAFER et Terre de Liens</i> <u>Livrables :</u> CR des réunions techniques <u>Indicateurs :</u> Nombre de réunions réalisées		<u>Livrables :</u> Synthèse des réunions d'identification des sites Cartographie des sites retenus Bilan de l'animation foncière <u>Indicateurs :</u> Nombre de propriétaires contactés Surface remobilisée via des ventes Surface remobilisée via la mise en place de locations	<u>Livrables :</u> Support de communication, visuel de présentation, feuille de présence, compte-rendu <u>Indicateurs :</u> Nombre de réunions réalisées, Nombre de citoyens sensibilisés

<p>Action 5 : Remise en état de friches Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre</p>	<p><i>Accompagnement des communes pour la remise en état des friches</i> <u>Livrables :</u> Synthèse des différentes phases de travaux Synthèse des échanges et réunions avec les communes Cartographie des secteurs remis en état <u>Indicateurs :</u> Nombre de communes concernées Superficie des parcelles remises en état</p>			
---	---	--	--	--

Annexe 2 de la convention de partenariat

Annexe financière

TABLEAUX COMPLETES TRANSMIS AVEC DELIBERATION BC 06/11/2017

2.1 PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

2.1.1. PRESENTATION FINANCIERE DE L'OPERATION PARTENARIALE

A. Prévisionnel des dépenses de rémunération par partenaire

Description de la dépense		Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut+charges patronales (a)	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours/an) (b)	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent (c)	Frais salariaux liés à l'opération (a x (b/c))
Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)					
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné						

(1) Si le nom n'est pas connu, indiquer le niveau de qualification (par exemple ingénieur ou technicien).

(Reproduire autant de tableau que de partenaires concernés)

B. Prévisionnel global des dépenses de rémunération
Compléter le tableau en insérant l'ensemble des dépenses de rémunération de chacun des partenaires

Description de la dépense		Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut+charges patronales (a)	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours/an) (b)	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent (c)	Frais salariaux liés à l'opération (a x (b/c))
Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)					
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné (A)						
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné (A)						
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné (A)						
TOTAL global des dépenses prévues						

(1) Si le nom n'est pas connu, indiquer le niveau de qualification (par exemple ingénieur ou technicien).

C. Prévisionnel des dépenses par partenaires

Compléter le tableau en insérant l'ensemble des dépenses de chacun des partenaires.

Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)	Description de la dépense (nature de l'investissement)	Montant prévisionnel HT en €	Montant prévisionnel TVA en €
<i>Ex : Chef de File</i>	<i>1</i>	<i>Ex: Etude de faisabilité</i>	<i>3 000.00 €</i>	
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				
...	...			
...	...			
TOTAL global des dépenses prévues				

*Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter les montants de TVA des dépenses et des recettes.

2.1.2. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION PARTENARIALE

A. Financeurs publics sollicités

	Chef de file	Partenaire 1	Partenaire 2	Partenaire 3	...
Financeurs publics sollicités Cochez les cases correspondantes et précisez le programme (Etat) ou le nom de la collectivité sollicitée	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> Région <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> Union Européenne <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> Région <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> Union Européenne <input type="checkbox"/> Autre (précisez)	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> Région <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> Union Européenne <input type="checkbox"/> Autre (précisez)	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> Région <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> Union Européenne <input type="checkbox"/> Autre (précisez)	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> Région <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> Union Européenne <input type="checkbox"/> Autre (précisez)
Type de Programme ou le nom du dispositif concerné					
Type d'opération soutenue (Frais de fonctionnement, équipement, fourniture, études...)					
Montant demandé					
Montant obtenu le cas échéant					

B. Financeurs secteur privé sollicités

	Chef de file	Partenaire 1	Partenaire 2	Partenaire 3	...
Participation du secteur privé (précisez) :					
Emprunt					

Annexe 2.2 (ne pas compléter)

PLAN DE FINANCEMENT DE LA DECISION ATTRIBUTIVE DE L'AIDE FEADER/REGION (ne pas compléter)

Plan de financement annexé à la décision attributive de l'aide

Emploi			Ressources						
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	N° Action	Montant des dépenses (en €)	Aide FEADER sollicitée	Aide Région	Autres aides publiques	Part d'autofinancement pour lequel une aide FEADER est sollicitée	Autofinancement	Emprunts	Total (en €)
Total Prévisionnel des dépenses de rémunération									
Chef de File									
Partenaire 1									
Partenaire 2									
Partenaire 3									
...									
Total Prévisionnel des dépenses sur devis									
Chef de File									
Partenaire 1									
Partenaire 2									
Partenaire 3									
Partenaire 4									
...									
Total global									

ATTTESTATION RELATIVE AU RESPECT DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DU CARACTERE RAISONNABLE DES COUTS

Libellé de l'opération : « **Stratégie foncière agricole communautaire** »

N° de dossier : 2017-FEADERNONAGRI-004

Nom du chef de file : Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA)

Structures partenaires :

SAFER Provence Alpes Côte d'Azur

Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes

Association Terre de Liens Provence-Alpes-Côte d'Azur

Communes : Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf, La Colle-sur-Loup, Coursegoules, Opio, Le Rouret, Tourrettes-sur-Loup, Valbonne-Sophia Antipolis, Vallauris, Gréolières, Capières, Gourdon, Villeneuve-Loubet, Caussols

A – ETAT DES LIEUX DES DEPENSES ET MARCHES < 25/15K€ HT LIES A L'OPERATION

N° du marché	Objet/ Intitulé du marché concerné	Prestataires	Montant et justificatifs (devis,...)
A1	Définition d'une action stratégique citoyenne sur le territoire	Association Terre de Liens	4 725,00 € HT Devis n°2017-03 du 23 septembre 2017
A2	Evaluation du potentiel pastoral	Centre d'études et de réalisations pastorales Alpes Méditerranée (CERPAM)	4 050 € TTC Devis DE0047 du 20 septembre 2017
A3			

Pour ces marchés, 2 devis sont requis (ou référentiel de prix), au titre du contrôle des coûts raisonnables et pour le calcul de l'aide. Si dans des cas exceptionnels à justifier, je présente un seul devis, je dois en justifier la raison et fournir les copies de courriels, courriers, copies écran de site internet, prouvant la mise en concurrence des fournisseurs / prestataires.

Eléments justificatifs :

Terre de Liens :

Seul organisme à exercer cette mission spécifique (courrier justificatif)

CERPAM :

Mise en concurrence avec 2eme devis n°2017-009 établi par la Maison de la Transhumance du 20 novembre 2017 : **4 500€ TTC**

B- ETAT DES LIEUX DES MAPA ET MARCHES FORMALISES LIES A L'OPERATION

N° du marché	Objet/ Intitulé du marché concerné par l'exclusion ou la dispense	Stade d'avancement de chaque marché au dépôt du dossier FEADER	Type de Marché	Montant et justificatifs (devis,...)
B1	Etude d'opportunité de création d'une zone agricole protégée sur les communes de Châteauneuf et de Villeneuve-Loubet Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis	Marché à bons de commandes notifié à la société « TERCIA Consultants » en date du 23/11/2016 Mémoire technique spécifique établi par TERCIA Consultants en Septembre 2017	MAPA Marché de Services (prestations intellectuelles) Marché à bons de commandes	Montant : 14 580,00 € TTC
B2	Remise en cultures d'anciennes parcelles agricoles Mairie du Rouret	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Sourcing : devis établi par la société POLONIO J.M. en date du 22/01/2018	Marché de travaux	Montant estimé par sourcing : 76 488,88 € TTC
B3	Equipement et travaux de clôture Mairie du Rouret	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Pas de devis transmis par la commune donc base retenue (B4 et B8) : Base retenue 45 € TTC/ ML	Marché de fournitures	Montant estimé par sourcing : 70.000 € TTC
B4	Création d'une ferme légumière ou arboricole sur le domaine de Saint-Michel - Fourniture de clôture pour sécuriser le site Mairie de Coursegoules	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Sourcing : Etude de faisabilité de création d'une ferme légumière ou arboricole sur le site de Saint-Michel – CA06 Octobre 2017 – Base de calcul : 44.90 € TTC/ML pour 2 085 ML	Marché de fournitures	Montant estimé par sourcing : 93 600,00 € TTC
B5	Travaux de débroussaillage et de défrichement des terrains agricoles Breuval/Les Trois Moulins (2 ha) Mairie de Valbonne	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Sourcing : devis établi par la société INFOLIA. en date du 18/01/2018	MAPA Marché de travaux	Montant estimé par sourcing : 72 996,00 € TTC
B6	Equipement et travaux de clôture Mairie de Valbonne	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Sourcing : 2 devis transmis par la Mairie Devis établi par la société « centre Méditerranée de l'Agriculture » en date du 23/01/2018 : piquets bois. Base de calcul : 69,31 € TTC/ML pour 850 ML Devis établi par la société « centre Méditerranée de l'Agriculture » en date du 23/01/2018 : piquets fer. Base de calcul : 69.40 € TTC/ML pour 850 ML ATTENTION : 850 ML : surface réévaluée à 1500 ML	Marché de fournitures	Montant estimé par sourcing : 58 921,02 € TTC Montant de 69 € TTC/ML semble surestimé par rapport aux autres devis fournis (B4-B8) / Base retenue 45 € TTC/ML 67 500,00 € TTC
B7	Travaux de défrichement et de clôture d'un site à vocation agricole et pastorale (2,5 ha)	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement :	MAPA Marché de travaux	Montant estimé par sourcing : Le montant de 3,17 € TTC/m2 semble

	Mairie d'Opio	<p>Sourcing : 2 devis transmis par la Mairie</p> <p>Devis 123 établi par la société « Provence Syca » en date du 10/01/2018. Base de calcul : 3,17 € TTC/m2</p> <p>Devis établi par la société « ES Jardins » en date du 12/01/2018. Base de calcul : 5,28 € TTC/m2</p>		<p>surestimé par rapport aux autres devis fournis (B9 et B14). Base retenue / 2,5 € TTC /m2</p> <p>62 500,00 € TTC</p>
B8	<p>Equipement et travaux de clôture</p> <p>Mairie d'Opio</p>	<p>Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement :</p> <p>Sourcing : 2 devis transmis par la Mairie</p> <p>Devis 123 établi par la société « Provence Syca » en date du 10/01/2018. Base de calcul : 43.20 € TTC/ ML pour 1 400 ML</p> <p>Devis établi par la société « ES Jardins » en date du 12/01/2018. Base de calcul : 48.30 € TTC/ ML pour 1 400 ML</p>		<p>Montant estimé par sourcing :</p> <p>60 480,00 € TTC</p>
B9	<p>Travaux de débroussaillage de restanques abandonnées (9ha)</p> <p>Mairie de Tournettes-sur-Loup</p>	<p>Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement :</p> <p>Sourcing : 2 devis fournis par la mairie</p> <p>Devis 400117 établi par la société « Les Jardins de Lorka ». en date du 15/01/2018. Base de calcul : 1,52TTC € /m2</p> <p>Devis 3456/17 établi par la société « Terre et Créations » en date du 13/01/2018. Base de calcul : 1,62 TTC € /m2</p>	<p>MAPA</p> <p>Marché de travaux</p>	<p>Montant estimé par sourcing :</p> <p>137 160,00 € TTC</p>
B10	<p>Travaux de remis en état culturel (4ha)</p> <p>Mairie de Châteauneuf</p>	<p>Marché à bons de commandes notifié à la société « Natura Paysage » en date du 14/10/2014</p> <p>Bordereau des Prix Unitaires (BPU) : 0,30 € HT/m2</p>	<p>MAPA</p> <p>Marché à bons de commandes</p> <p>Marché de travaux</p>	<p>Montant estimé à partir du BPU :</p> <p>14 400,00 € TTC</p>
B11	<p>Pose d'une clôture anti-sanglier et d'un portail permettant de sécuriser le site agricole</p> <p>Mairie de Châteauneuf</p>	<p>Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement :</p> <p>Sourcing : Devis établi par la société Berliocchi en date du 15/01/2018. Base de calcul : 40.50 € TTC/ML pour 600 ML</p> <p>Devis portail établi par « Ferronnier d'Opio »</p>	<p>Marché de fournitures</p>	<p>Montant estimé par sourcing :</p> <p>24 300,00 € TTC</p> <p>+ 1 430,00 € TTC</p> <p>=25 730,00 € TTC</p>
B12	<p>Travaux de défrichement de la propriété de la Bessurane (Surface totale : 3,1 ha)</p> <p>Mairie de Bar sur Loup</p>	<p>Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement :</p> <p>Sourcing : Devis DJ-18-008 établi par la société CLM Environnement en date du 12/01/2018.</p> <p>Base de calcul : 1,18 € TTC /m2</p>	<p>MAPA</p> <p>Marché de travaux</p>	<p>Montant estimé par sourcing :</p> <p>36 600,00 € TTC</p>
B13	<p>Clôture anti-sanglier de la propriété de la Bessurane</p> <p>Mairie de Bar sur Loup</p>	<p>Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement :</p> <p>Sourcing : Devis 367861 établi par la société « Alliance pastorale pour l'élevage » en date</p>	<p>MAPA</p> <p>Marché de fournitures</p>	<p>Montant estimé par sourcing :</p> <p>8 468,64 € TTC</p>

		du 11/01/2018.		
B14	Travaux de défrichement de la propriété Le Prinas (Surface totale : 1 ha) Mairie de Gréolières	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Sourcing : 2 devis fournis par la mairie Devis DJ-18-007 établi par la société CLM Environnement en date du 11/01/2018. Base de calcul : 2,68 € TTC /m2 Devis établi par la société SARL Ets Giordanengo en date du 15/01/2018. Base de calcul : 1,5 €TTC/m2	MAPA Marché de travaux	Montant estimé par sourcing : 15 000,00 € TTC
B15	Clôture anti-sanglier de la propriété le Prians Mairie de Gréolières	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Sourcing : Estimation commande réalisée sur le site agrifournitures.fr en date du 15/01/2018.	Marché de fournitures	Montant estimé par sourcing : 3 059,20 € TTC
B16	Travaux de défrichement des propriétés agricoles : L'Olivette, proche Cimetière bergerie des Crottes, Les Loubières (8 ha) Mairie la Colle sur Loup	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Sourcing : Devis établi par la société PEV en date du 14/01/2018. Ce devis ne permet de retenir une base de calcul (Coût/Surface). Il a été retenu la base de calcul de 1,5 €TTC/m2 (cf. B14)	MAPA Marché de Travaux	Montant estimé par sourcing : 120 000 € TTC
B17	Equipement (fourniture et pose de clôtures) des propriétés agricoles : L'Olivette, proche Cimetière bergerie des Crottes, Les Loubières Mairie La Colle sur Loup	Prévision d'un marché, mais pas encore de sourcing. Date prévisionnelle de lancement : Sourcing : Devis établi par la société PEV en date du 14/01/2018. Base de calcul retenu : montant du devis – estimation marché B15 Estimatif de clôtures sur 5 ha (base de calcul 450ML/ha soit 2 250 ML)		Montant estimé par sourcing : Montant de 444 420 € TTC surévalué au regard de B6. 70.000 € Proposition 101 250€

SIGNATURE DE L'ATTESTATION

Fait à

Cachet et signature du représentant légal:

ANNEXE 1 DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

Présentation technique de l'opération partenariale

AAP FEADER 16-7.1

Stratégies locales de développement pour la préservation et la valorisation du foncier agricole et naturel

**PRESERVATION ET VALORISATION
DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL
SUR LE TERRITOIRE
DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Dossier technique et financier

Contacts :

Direction Aménagement Environnement

Valentine VINCENTELLI – Chargée de mission Espaces Naturels et Agriculture

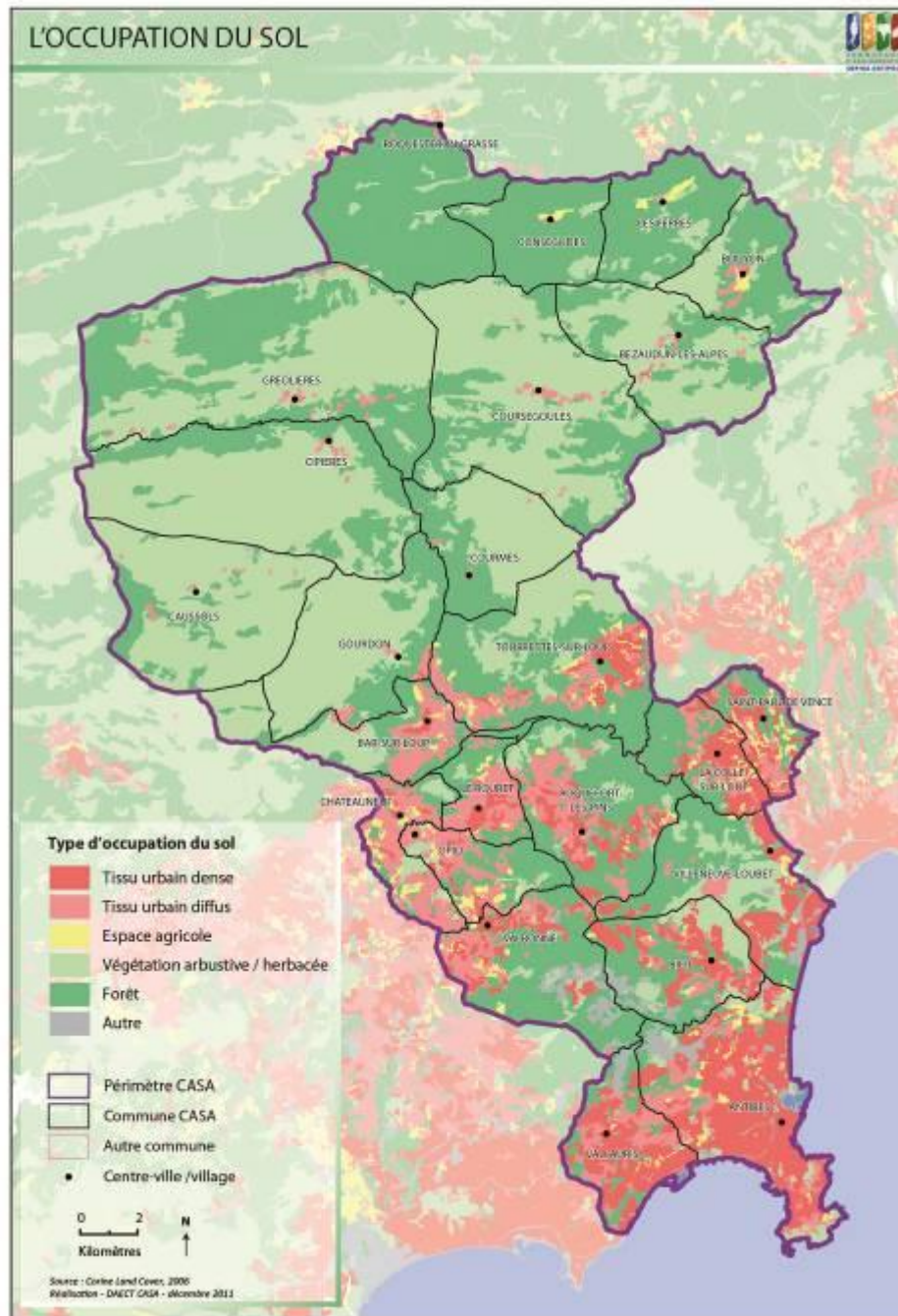
04.89.87.72.28 – v.vincentelli@agglo-casa.fr

Céline CHARRIER – Responsable Service Environnement - c.charrier@agglo-casa.fr

Serge BIBET – Directeur Aménagement Environnement - s.bibet@agglo-casa.fr

1.2 Caractéristiques du territoire

- ✓ **Contexte territorial : la CASA, un territoire contrasté entre mer et montagne**



La position privilégiée de la CASA entre mer et montagne lui confère des atouts exceptionnels qui en font un territoire particulièrement attractif. Elle réunit des communes présentant un très fort contraste entre un littoral très urbain et densément bâti et des communes de montagne à l'identité rurale très forte.

✓ **Contexte agricole local : une agriculture encore relativement dynamique**

Au 1er janvier 2016, la CASA comptait 319 agriculteurs (dont 225 chefs d'exploitation).

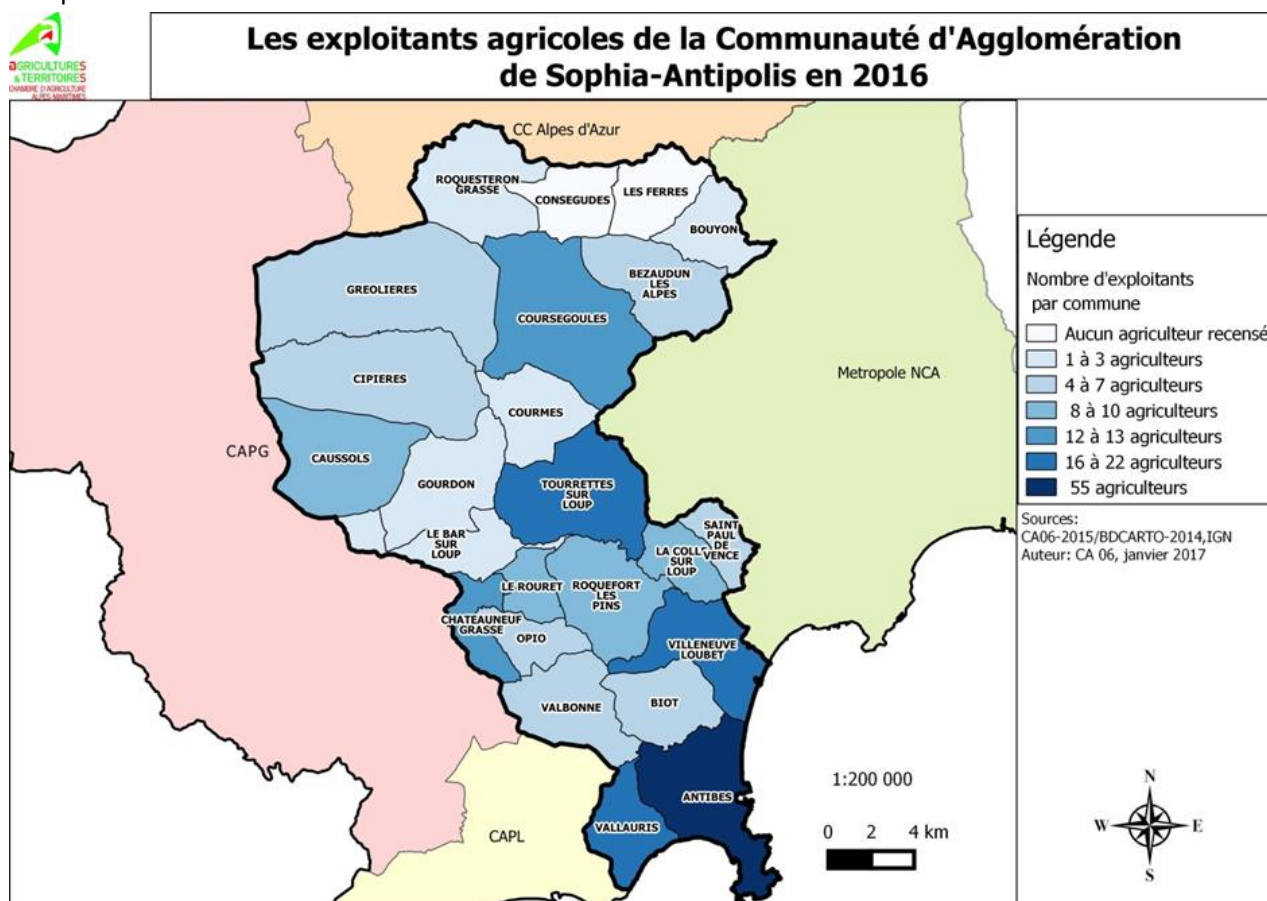
Les exploitants affichent une moyenne d'âge élevée (52 ans en médiane), signe révélateur d'un faible renouvellement des générations. Seuls 8% d'entre eux ont moins de 30 ans.

Par rapport à l'ensemble du département, la CASA reste un territoire agricole à dominante professionnelle puisque 71% des exploitants agricoles sont chefs d'exploitation (contre 64% dans les Alpes-Maritimes).

	CASA				Alpes-Maritimes			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Nombre d'agriculteurs (fin de l'année)	303	303	307	319	1821	1847	1871	1860
dont chefs d'exploitation	229	226	225	225	1315	1284	1270	1187
dont agriculteurs solidaires	74	77	82	94	506	563	601	673
Part des chefs d'exploitation	76%	75%	73%	71%	72%	70%	68%	64%

La Surface Agricole Utilisée (SAU) de la CASA est de **5 080 hectares** en 2010 (41 993 ha dans les AM) contre 11 075 hectares en 2000 (61 113 ha dans les AM) soit une diminution de 54% (*source RGA 2000 - 2010*).

Principalement situées sur le littoral et sur les coteaux, les exploitations de la CASA sont à dominante végétale. Plus de la moitié des exploitants sont horticulteurs ou maraîchers, tandis que les éleveurs (bovins, ovins, caprins) ne représentent que 13 % des chefs d'exploitation.



Malgré la forte pression foncière présente sur la frange littorale, les exploitations sont principalement localisées sur Antibes Juan Les Pins, Vallauris et Villeneuve-Loubet qui regroupent à elles seules presque 35% des exploitants du territoire.

Le Moyen Pays, Tourrettes-sur-Loup, Le Rouret, Roquefort-Les Pins, La Colle sur Loup, Châteauneuf accueille près de 30% des agriculteurs du territoire.

Une commune du Haut Pays se démarque largement par son nombre important d'agriculteurs : Coursegoules.

➤ **Des filières de production très diversifiées**

Le territoire est découpé en 3 parties avec des enjeux spécifiques.

Le Haut Pays: une agriculture dynamique et gestionnaire d'espaces

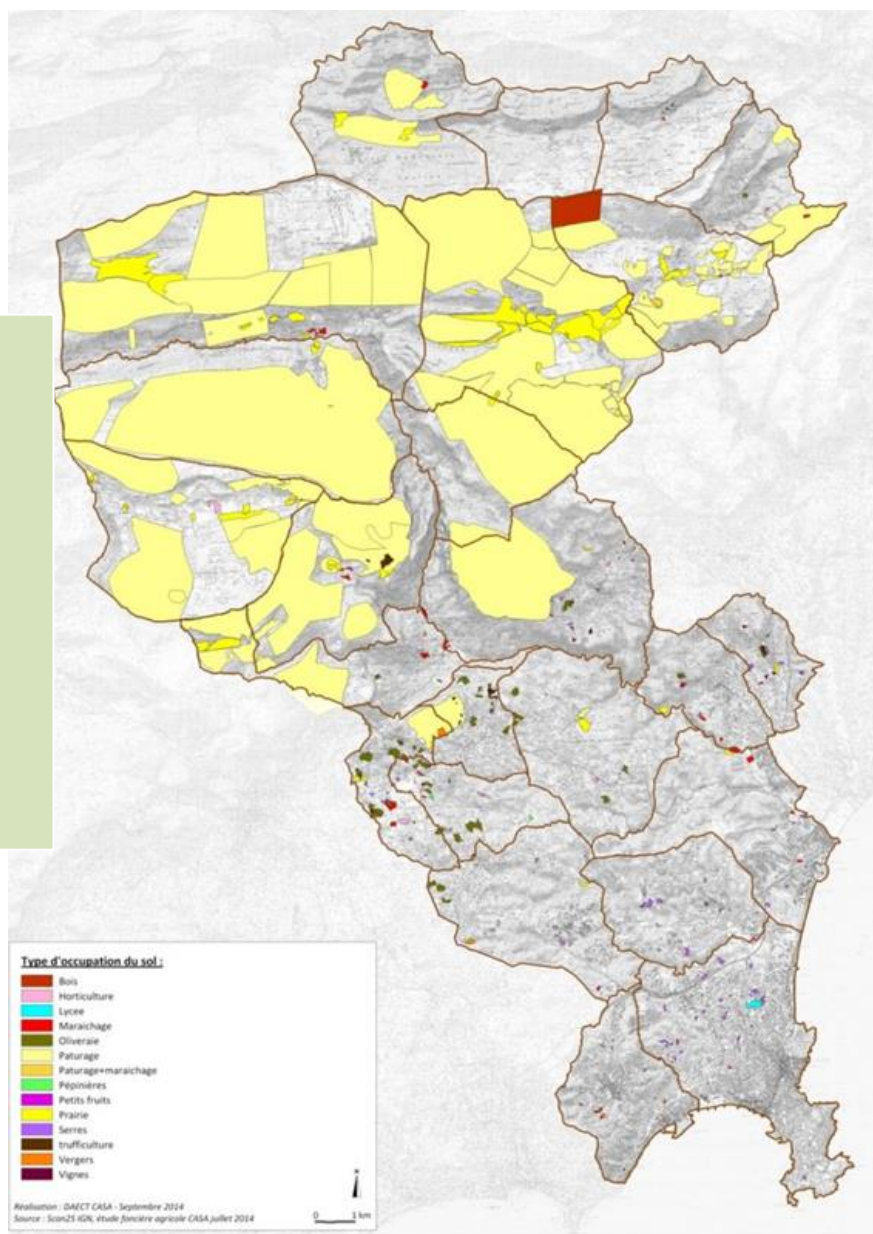
- Rôle économique des exploitations d'élevage
- Entretien des espaces par le pastoralisme et maintien de la biodiversité

Le Moyen-Pays : une agriculture multifonctionnelle

- Exploitations dynamiques et diversifiées
- Maintien des activités traditionnelles et des savoir-faire identitaires
- Espaces potentiels agricoles à identifier et valoriser
- Haute qualité des produits (trufficulture, oléiculture, plantes à parfum, maraîchage)
- Forte demande de la population locale en produits locaux
- Rôle environnemental fort (entretien paysages, prévention des risques naturels: incendie, érosion et inondation)

Le littoral: une agriculture périurbaine encore très présente

- Filière horticole bien ancrée et emblématique du département
- Rôle de coupure d'urbanisation
- Bassin de consommation important
- Territoire à fort potentiel de Recherche et de Formation



Les activités agricoles existantes sur le territoire de la CASA



▪ **L'horticulture**

Environ 37% des agriculteurs du territoire sont horticulteurs. La filière horticole dominante sur la frange littorale, est un secteur historique très diversifié à la fois sur le plan des productions (fleurs coupées, feuillage, plantes en pots, plantes à parfum) et sur le plan commercial (vente aux grossistes, sur les marchés locaux, vente directe sur l'exploitation).

Le relief contrasté du territoire ne favorise pas l'expansion des exploitations horticoles vers l'intérieur des terres. Confrontée à la pression foncière, la filière horticole a subi ces dernières décennies une diminution de 38% de ces surfaces (entre le RGA 1988 et RGA 2000).

La présence du Marché d'Intérêt National (MIN) Fleurs à Nice favorise l'exportation de la production horticole et reste un outil indispensable pour les professionnels du département.

Aujourd'hui, la concurrence de pays horticoles émergents est rude et la filière du département est en crise. Un plan de relance horticole est en marche depuis quelques années. Les objectifs sont la modernisation des exploitations et des outils de production afin de maintenir la compétitivité, de générer des apports réguliers sur le marché de vente et de fidéliser la clientèle.

▪ **L'élevage** (source : données 2012, CERPAM 06)

L'élevage est la deuxième activité représentative de la CASA. Cette prédominance s'explique par le nombre important de communes de montagne du Haut Pays, où le pastoralisme joue un rôle actif dans la gestion des grands espaces et le maintien des milieux ouverts.

Malgré la diminution du nombre d'exploitations, on constate un agrandissement des élevages en têtes de bétail avec une spécialisation en élevage ovin viande.

Une vingtaine d'éleveurs professionnels avec une production agricole est présente sur le territoire de la CASA représente en cheptel environ 6 700 ovins, 70 bovins et 200 caprins:

Les plus grosses communes pastorales sont Caussols, Coursegoules, Gréolières, puis Cipières, Gourdon, Tourrettes-sur-Loup, Bézaudun-les-Alpes.

▪ **Le maraîchage**

Les terres fertiles se situent généralement dans les zones alluviales ou pieds de collines. Le développement de l'urbanisation a favorisé la disparition des zones (secteurs plats en général) les plus propices aux cultures maraîchères.

Aujourd'hui, le maraîchage est un secteur vraiment résiduel sur le territoire puisque les maraîchers ne représentent que **17% des agriculteurs de la CASA**, ce qui est particulièrement faible pour répondre à la forte demande de la population locale en produits locaux.

La filière maraîchère est réellement déficitaire sur le territoire de la CASA, d'autant que de plus communes ont une vraie politique d'alimentation. A ce titre, la mobilisation de terrains agricoles pour le développement de maraîchage permettrait d'assurer un approvisionnement local des cantines scolaires. Un débouché qui serait intéressant pour de nouveaux candidats à l'installation.

▪ **L'oléiculture**

Une grande partie du territoire de la Communauté d'agglomération est classée en Appellation d'Origine Protégée sur les 3 produits : huile, olives et pâte d'olive sur la variété Cailletier. Le moulin d'Opio est un des plus gros moulin oléicole du département.

De manière générale, les exploitations professionnelles se situent sur les communes de Châteauneuf, Opio, Tourrettes-sur-Loup, Valbonne, Bar-sur-Loup, Le Rouret, Roquefort Les Pins.

▪ **Les autres filières**

La trufficulture, l'agrumiculture et les plantes aromatiques et médicinales sont des cultures plus marginales sur le territoire de la CASA mais restent très identitaires et un regain est à noter.

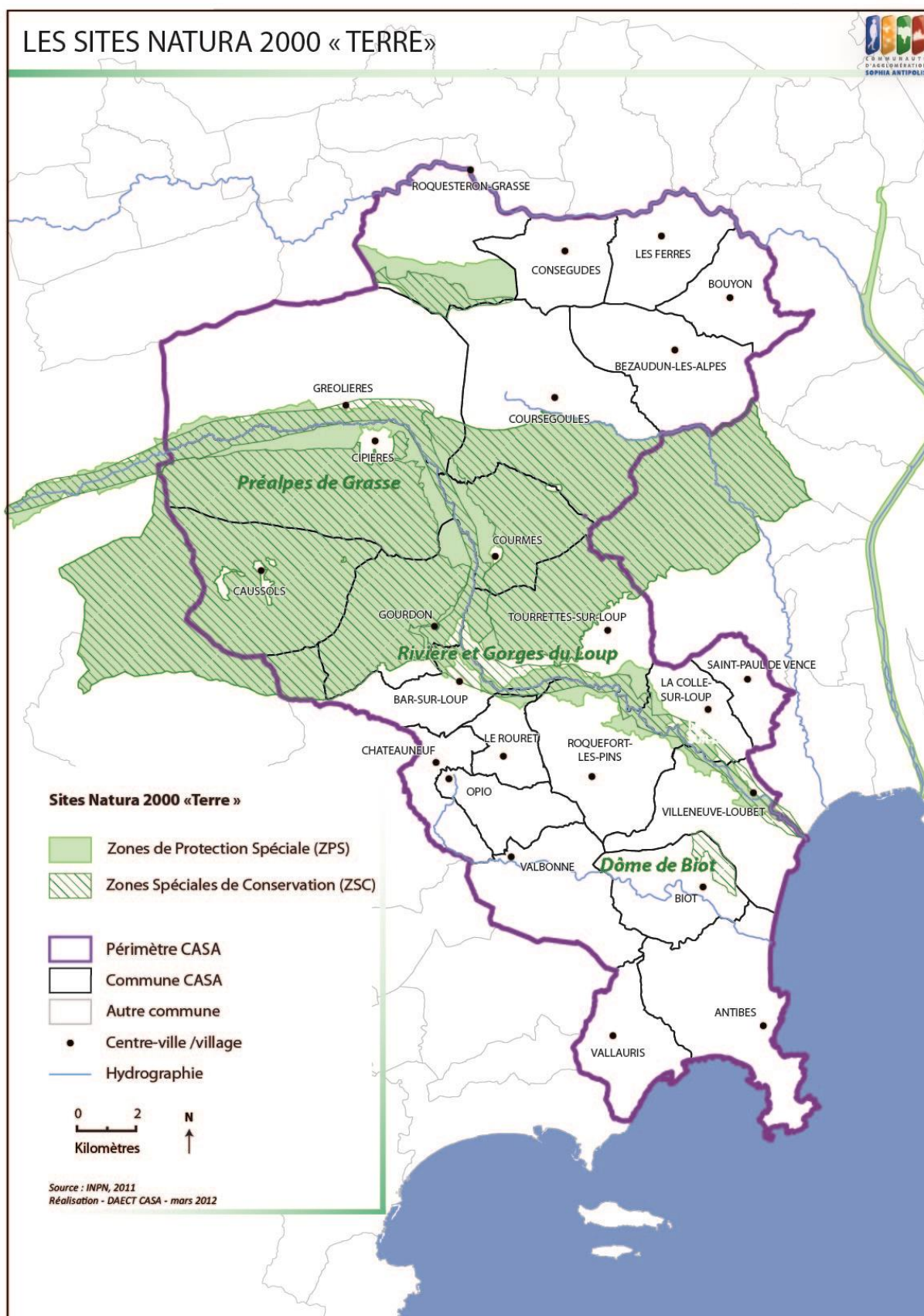
➤ **Une agriculture essentielle à la gestion des espaces**

Le rôle de l'agriculture dans la protection des paysages et dans la préservation de l'environnement n'est plus à démontrer. L'activité agricole joue un rôle important dans la gestion des paysages et notamment au cœur des sites NATURA 2000 « Préalpes de Grasse » et « Rivière et Gorges du Loup », espaces reconnus remarquables au niveau européen. 13 communes de la CASA sont aujourd'hui concernées par ces sites et la Communauté d'agglomération est animatrice depuis 2008. Son rôle est de concilier les activités humaines et la préservation du milieu naturel. Pour chaque site NATURA 2000, est défini un Document d'Objectifs (DOCOB) qui présente un état des lieux, les objectifs de gestion du site et leurs modalités de mise en œuvre. Ces dernières font l'objet de documents de contractualisation et notamment la mise en place de Mesures Agri-Environnementales Climatiques (MAEC).

La CASA anime donc un Projet Agri-environnemental et Climatique (PAEC) constitué d'une quinzaine de MAEC sur le territoire des Préalpes de Grasse.

Le contractant, généralement éleveur, s'engage à maintenir les milieux ouverts par la pratique pastorale afin de préserver la biodiversité du milieu naturel. Une sont mises en place

LES SITES NATURA 2000 « TERRE »



▪ **Le Parc Naturel Régional Préalpes d'Azur**

11 communes de la CASA représentent 33% de la surface du Parc Naturel Régional Préalpes d'Azur. L'objectif principal du PNR est la dynamisation des activités locales basée sur la préservation et la mise en valeur des patrimoines naturels, culturels et paysagers.

Dans le cadre de l'orientation stratégique 2 de la Charte du PNR : « *Exprimer le potentiel agricole, pastoral, et forestier des Préalpes d'Azur, au service de la biodiversité, du cadre de vie et d'une alimentation saine* », des objectifs en faveur du maintien et du développement de l'agriculture ont été définis dans la Charte:

- Enrayer la régression de l'agriculture et du pastoralisme
- Tirer parti du bassin de consommation de la Côte d'Azur pour développer une agriculture de proximité
- Rechercher et valoriser l'exemplarité environnementale
- Développer une gestion forestière concertée valorisant le potentiel de la filière bois
- Préserver la vocation agricole des terres

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis et le PNR des Préalpes d'Azur travaillent en collaboration sur les nombreuses thématiques et enjeux communs de nos territoires notamment sur le foncier agricole.

1.3 Les besoins des acteurs du territoire

Entre mer et montagne, et malgré des contraintes importantes, le territoire de la Communauté d'Agglomération est au cœur de nombreux enjeux.

La Côte d'Azur a subi une consommation importante des ressources foncières, et un aménagement du territoire déséquilibré. L'urbanisation effrénée de ces dernières décennies sur le littoral a eu pour conséquence de consommer la quasi-intégralité du foncier agricole sur la bande littorale.

Compte tenu de la pression qui s'exerce sur les espaces restants, la demande de foncier se déplace aujourd'hui vers le moyen pays qui se trouve confronté à de véritables problématiques foncières.

L'activité agricole de la CASA a subi une forte régression du nombre d'actifs ces dernières décennies. Cette régression se poursuit et est aujourd'hui due à plusieurs facteurs :

- un vieillissement de la population agricole,
- des agriculteurs en retraite refusant de céder leur patrimoine et donc des installations qui ne couvrent pas les départs,
- peu voire pas de reprises dans un contexte familial,
- une conjoncture économique difficile avec une concurrence très forte (en particulier pour la filière horticole),...

De ceci découle, entre autre, une activité agricole freinée par un accès de plus en plus difficile aux terres fertiles pour les candidats à l'installation. Ces dernières particulièrement convoitées subissent la concurrence d'autres usages plus lucratifs pour les propriétaires ; ce qui se traduit par une

rétenction foncière, le développement de friches et une spéculation foncière très forte notamment sur la frange littorale et le Moyen Pays.

En 2016, la proportion de porteurs de projet sans terre a augmenté par rapport à 2015, passant de 39% à 49%. (JA 06, 2016)

Le Point Accueil Installation reçoit plus de 200 porteurs de projets par an, mais seulement une cinquantaine d'installations est réalisée annuellement. Une des causes principales est le prix du foncier inaccessible pour les nouveaux porteurs de projets agricoles.

Ces prix engendrent la spéculation et la rétenction de biens par des propriétaires fonciers. Les propriétaires sont dans l'attente d'un déclassement de leurs terrains laissés en friches pour un passage en zone constructible.

C'est pourquoi, l'intervention des collectivités territoriales et des communes s'avère aujourd'hui primordiale pour pérenniser et soutenir l'activité agricole.

1.4 Les étapes de la genèse du projet

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est consciente de l'enjeu majeur que constitue l'agriculture d'un point de vue économique, environnemental et social pour l'aménagement et le développement équilibré de son territoire. Elle reconnaît son rôle à de multiples niveaux :

- le maintien d'une activité économique, de filières de production caractéristiques, de savoir-faire et de pratiques identitaires
- le maintien d'une qualité de vie, d'une gestion des paysages et une préservation de la biodiversité
- la lutte contre les risques naturels majeurs (inondation, incendie, érosion des sols)
- une forte demande locale d'une population exigeante, attentive à son alimentation

Ainsi, la CASA a confirmé, dès sa création, son engagement dans le soutien d'une agriculture de proximité en inscrivant des mesures en faveur des activités agricoles et pastorales dans ses différents documents stratégiques communautaires : le projet d'agglomération (2005), la Charte de l'environnement et du développement durable (2007-2012) et le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé en 2008 et actuellement en révision.

C'est en 2012 que la CASA affirme son engagement en élaborant **la stratégie agricole communautaire**, en concertation avec les 24 communes membres et tous les partenaires agricoles du département. Celle-ci s'inscrit autour de 3 axes :

Axe 1 : Préserver le foncier agricole du territoire

Axe 2 : Développer le potentiel économique des exploitations agricoles de la CASA

Axe 3 : Développer et promouvoir une agriculture durable

Dans ce 1er axe, la mise en place d'une **stratégie d'intervention foncière** communautaire est une priorité à l'heure où de nombreuses communes de la CASA sont en pleine élaboration ou révision de leur PLU et où la CASA révisé son SCOT.

Par conséquent, la première phase de programmation 2012-2014 s'est axée en priorité sur le volet foncier. Plusieurs engagements ont vu le jour et notamment la mise en place d'une véritable **stratégie foncière** au niveau de la CASA via plusieurs outils :

- ✓ Une **étude des zones à enjeux agricoles** ayant pour but d'être un support dans l'élaboration des documents d'urbanisme et du SCOT en cours de révision,
- ✓ Une **veille foncière active** avec une Convention d'Intervention Foncière SAFER sur les 24 communes afin d'être réactif en cas d'opportunités d'acquisition de foncier agricole,
- ✓ Des **fonds de concours CASA aux communes pour l'acquisition de foncier** qui ont permis d'acheter depuis 2012 plus de 90 ha agricoles soit près de 200 000€ de financements complémentaires aux aides départementales et régionales.

Les objectifs de ces actions sont de préserver et mobiliser les terres agricoles du territoire de la CASA pour l'installation de futurs exploitants agricoles.

La programmation 2015-2017 en cours, réfléchi avec les partenaires du département se veut cohérente et constructive avec les politiques engagées. Le plan d'actions est évalué chaque année par un comité de pilotage composé d'élus de la CASA (commissions Aménagement/ Environnement/ Economie), représentants du monde agricole, associatifs et partenaires institutionnels engagés dans une politique agricole globale.

Egalement, la CASA s'engage dans d'autres programmes réglementaires ou volontaires où le volet agricole tient une place majeure :

- En 2013, le **Plan Climat Energie Territorial Ouest 06** détermine des actions concrètes relatives à la lutte contre le changement climatique.
- En 2015, le **Programme de Développement Durable** (type Agenda 21) est lancé afin de définir une stratégie de développement durable pour l'ensemble du territoire. Cette démarche volontaire basée sur la concertation, permet de poursuivre et d'amplifier la politique de développement durable dans les différentes actions menées sur la CASA.
- En 2016, le **Plan de Paysage** détermine un programme d'actions autour de 5 axes : intensifier la vie locale (aménagement et habitat), valoriser l'économie (les activités), réinventer et pérenniser les paysages agricoles, gérer les espaces naturels et culturels et apaiser les modes de vie.

Aussi, il est indispensable de pouvoir poursuivre ces politiques sur un plan plus opérationnel.

A ce titre, la CASA accompagne les communes dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme et anime le SCOT.

La portée du SCOT est positive dans de nombreux domaines sur le territoire: les espaces naturels protégés et les espaces agricoles inscrits au SCOT ont fait l'objet d'inscriptions particulières dans les PLU (protections renforcées, développement de zones A...).

Il a donné un cadre à des documents réglementaires communaux renouvelés :

- 7 communes sous RNU dont 4 dont le PLU est en cours d'élaboration
- 7 communes sous carte communale dont 3 ont lancé leur révision et 1 a lancé l'élaboration de son PLU (Coursegoules)
- 10 communes sous PLU dont 6 ont lancé leur révision

L'affirmation des enjeux agricoles dans les différents documents de planification constitue un socle indispensable à la pérennisation des activités agricoles sur le territoire.

1.5 La problématique qui justifie l'action

L'urbanisation importante de ces deux voire trois dernières décennies sur le littoral a eu pour conséquence de consommer la quasi-intégralité du foncier agricole sur la bande littorale.

Celle-ci a impacté directement le nombre d'exploitations de notre territoire.

Compte tenu de la pression qui s'exerce sur les espaces restants, les propriétaires espèrent toujours des usages plus lucratifs pour leurs terres agricoles ainsi laissées en friche plutôt que mises à bail à des agriculteurs. Ceci se traduit donc par une rétention foncière, le développement de friches et une spéculation foncière très forte notamment sur la frange littorale et le Moyen Pays.

Les prix ne cessent d'augmenter, les conditions d'installation se complexifient de plus en plus rendant la terre, outil de travail premier de l'agriculteur, totalement inaccessible dans la majorité des cas.

Parallèlement à cela, la demande en produits locaux de saison et de qualité ne cesse de croître, l'engouement pour le retour au terroir et aux enjeux liés à l'alimentation sont prépondérants pour les habitants et pour les élus de la CASA.

Conscients des richesses du patrimoine agricole identitaire présent sur la CASA avec des productions d'excellence à haute valeur ajoutée, des enjeux paysagers liés aux restanques, au maintien de la biodiversité, du potentiel de Recherche & Développement avec notamment la technopole de Sophia Antipolis, l'INRA et le Lycée vert d'Azur à Antibes, les élus souhaitent activer les leviers permettant la mobilisation de foncier afin d'aboutir à des projets d'installation et de reconquête de friches agricoles.

En effet, il reste un potentiel important de zones à remobiliser, tout en assurant le lien avec les autres formes de développement économique attendues.

Il est donc proposé, au travers cet appel à projet, **d'axer les actions sur un volet plus opérationnel** au regard de l'étude foncière de la CASA réalisée en 2014 qui a identifié les zones à enjeux agricoles sur le territoire afin de consolider les politiques agricoles des communes qui affichent à travers leurs documents d'urbanisme une réelle volonté de développer et pérenniser les activités agricoles de leur territoire.

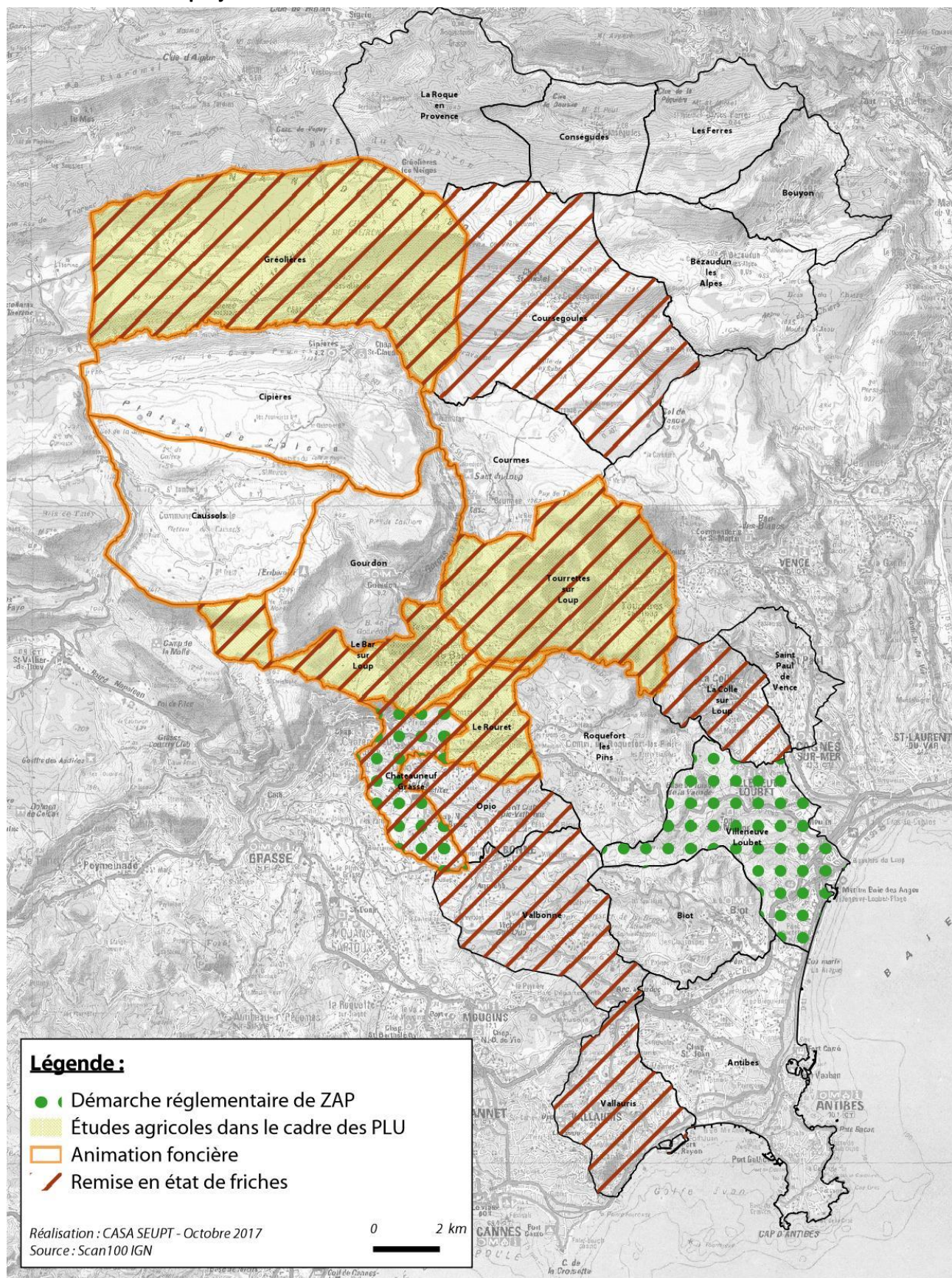
Le projet porte donc sur 4 domaines d'intervention :

- 1/ la réalisation d'une étude d'opportunité de création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) à l'échelle de deux communes volontaires
- 2/ la réalisation d'études agricoles afin de soutenir les communes qui sont en train d'élaborer leur PLU
- 3/ L'animation foncière sur plusieurs communes du Moyen Pays où les enjeux fonciers sont les plus importants en terme de pression foncière accentuée par la saturation de la frange littorale
- 4/ La remise en état de friches avec des communes engagées dans une reconquête et une remobilisation de leurs surfaces agricoles dans un objectif d'installation d'agriculteurs.

Par conséquent, afin de consolider sa politique agricole, maintenir et préserver l'agriculture du territoire, la CASA souhaite se positionner en tant que chef de file pour répondre à l'appel à projet européen FEADER: stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel (Mesure 16-7.1) en coopération avec ses communes et les partenaires agricoles du département.

De nombreuses communes se sont engagées dans une réelle politique de préservation des terres agricoles et souhaitent aller plus loin en accompagnant l'installation d'agriculteurs sur leur territoire.

Ci-dessous la carte "projet" de la CASA :



APPEL A PROJETS FEADER - STRATEGIES LOCALES DE PRESERVATION DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL FICHE PROJETS COMMUNES

2. LES CONNAISSANCES DISPONIBLES DU PROJET

L'agriculture et les espaces agricoles font partie intégrante des études stratégiques et des programmes thématiques de la CASA et peuvent servir de base ou support pour le projet.

Voici celles et ceux déjà réalisés ou en cours de réalisation :

- ✓ Engagée en 2011 suite aux évolutions réglementaires, la **révision du SCOT** a été confirmée en 2013 actant l'extension du SCOT au nouveau périmètre de l'agglomération à 24 communes.
- ✓ **L'élaboration de la Trame Verte et Bleue** et l'Evaluation Environnementale (EE) sont actuellement en cours d'élaboration
- ✓ Les **documents d'urbanisme** des communes qui définissent les grandes orientations d'aménagement du territoire et les types de zonage. 4 communes sont en cours d'élaboration de PLU et sont intégrées au projet afin de définir et justifier des zones Agricoles dans leur PLU
- ✓ **L'étude foncière agricole définissant les espaces à enjeux** réalisée en 2014 sur les 24 communes de la CASA.

3 objectifs :

- > Améliorer la connaissance agricole du territoire
- > Constituer un support pour l'élaboration des documents de planification
- > Apporter un outil d'aide à la décision pour les communes s'engageant dans une politique volontariste de soutien à l'activité agricole et d'installation de nouveaux agriculteurs.

L'étude a dans un premier temps identifié sur le territoire les espaces portant des enjeux en termes de maintien ou de reconquête agricoles, avant de localiser en leur sein et dans un deuxième temps des sites d'intervention prioritaire. Les objectifs de ces identifications spatiales sont de guider géographiquement les actions futures pour faciliter la mise en œuvre concrète de l'étude mais également d'alimenter l'élaboration ou la révision du SCOT et des documents d'urbanisme communaux.

Méthodologie de détermination des espaces à enjeux

La détermination des espaces à enjeux s'est déroulée en **deux temps** : **(1)** constitution d'un socle d'espaces agricoles à enjeux potentiels, **(2)** sélection, dans ce socle et sur la base de plusieurs critères, des espaces à enjeux avérés.

(1) Constitution du socle d'espaces agricoles et naturels à enjeux potentiels. Celui-ci a été constitué à partir :

- des espaces agricoles repérés dans l'état des lieux lors des réunions communales ;
- des espaces à remettre en valeur identifiés lors des premières réunions communales ;
- des zones naturelles ou agricoles non repérées initialement mais dont l'enjeu potentiel de remise en valeur aura été détecté par analyse de la photo aérienne ;

- des espaces repérés par des experts lors des entretiens avec les acteurs locaux.

(2) Sélection des espaces à enjeux avérés : Le socle des espaces pré-identifiés a ensuite été évalué à l'aune de plusieurs indicateurs, lesquels ont permis de confirmer ou non leurs intérêt et priorité au regard des objectifs de maintien et redynamisation de l'activité agricole :

a. Localisation des espaces agricoles par rapport à l'urbanisation - suppression des parcelles agricoles non viables car situées en tissu urbain, en zone U au Plan Local d'Urbanisme ou dans leur proximité immédiate (enserrées sur 3 côtés). Exceptions : espaces de grande taille, économiquement viables et d'intérêt majeur pour le cadre de vie ou l'environnement.

b. Vérification de l'existence d'un potentiel agricole –caractérisation de leur intérêt sur la base des données topographiques (largeur des parcelles et pente) et des photos aériennes (végétation actuelle, présence ou non de la roche mère signe d'un sol peu profond et présence ou non d'activités agricoles).

c. Caractérisation de l'intérêt de ces espaces par rapport :

➤ **aux enjeux de cadre de vie**

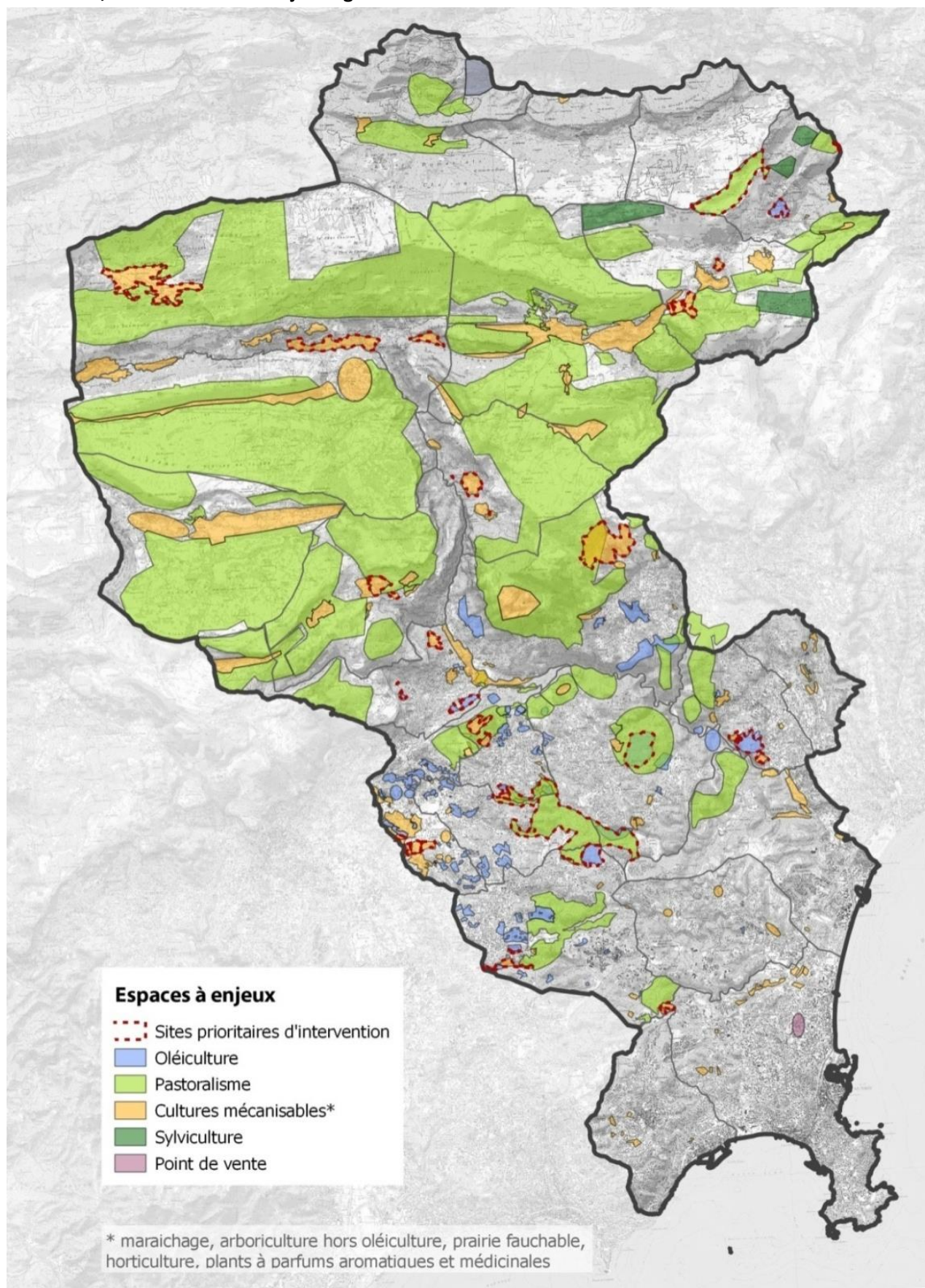
-Risque d'inondation : les espaces agricoles pouvant servir de zones d'expansion des crues et ainsi limiter les dégâts sur les espaces urbanisés, leur potentiel de protection contre le risque d'inondation a été pris en compte sur la base de l'atlas des zones inondables et des Plans de Prévention du Risque Inondation.

-Risque d'incendie : les espaces agricoles pouvant constituer une interface entre la forêt et l'habitat lors d'incendies, leur potentiel de protection contre ce risque a été pris en compte sur la base des Plans de Prévention du Risque Incendie de Forêt et de visites de terrain.

-Paysage : tout en constituant un élément à part entière des paysages traditionnels de la CASA, les espaces agricoles participent à la composition paysagère (alternance bois-cultures-villages) et ceinturent les zones urbanisées dont la tendance à l'expansion débouche sur un paysage résidentiel banalisé. Cette importance a été prise en compte grâce aux analyses de la Directive Territoriale d'Aménagement des Alpes Maritimes.

➤ **aux enjeux environnementaux** - certains espaces agricoles (prairies, bandes enherbées, haies, points d'eau,...) participent au maintien d'une trame verte et bleue sur le territoire et donc à la préservation de sa biodiversité. Leur intérêt sur ce point a été analysé à partir des zonages réglementaires existants.

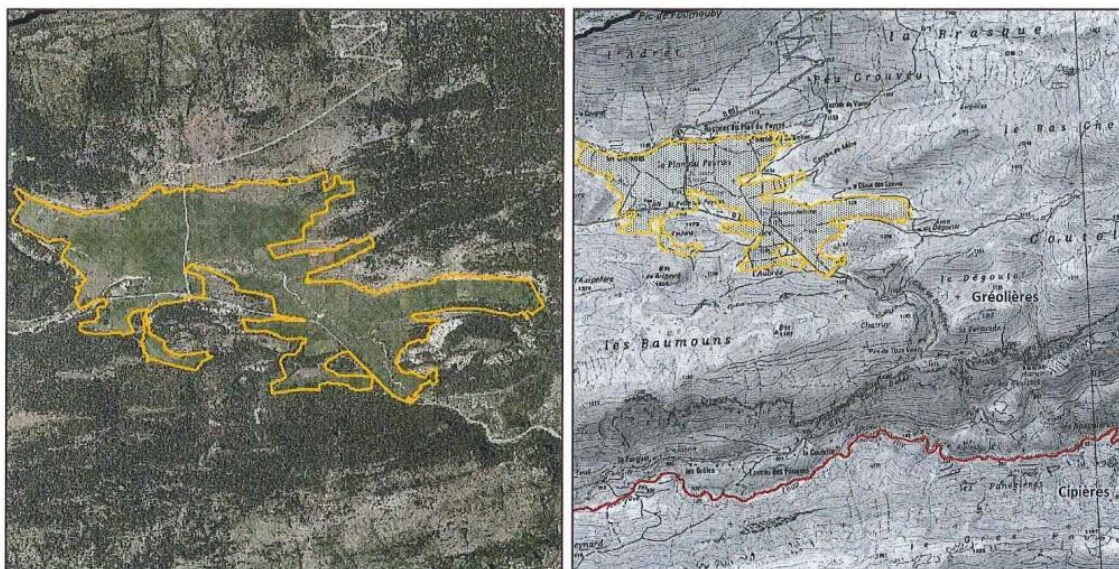
Ci-dessous, carte des zones à enjeux agricoles :



Gréolières

Commune du PNR

1—LOCALISATION



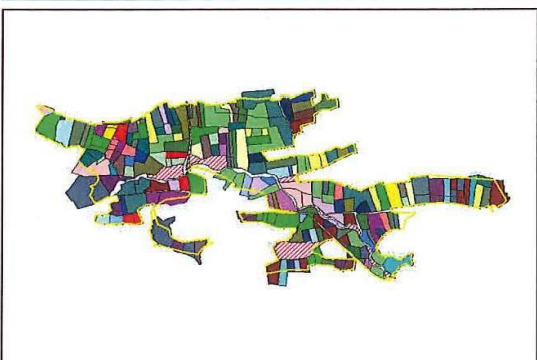
2—CARACTERISATION PHYSIQUE

Superficie et altitude	215 hectares situés à 1100 à 1150 m d'altitude
Pente	Pratiquement aucune
Capacité du site	146 ha mécanisables
Qualité du sol	Argilo-calcaire à petit cailloutis profondeur variable
Exposition	Sans Objet
Etat de végétalisation naturelle	Terres cultivées ou pâturées Bordures en voie de boisement de pin noir

3—VIABILISATION

Réseaux	Eau potable, Electricité, eau d'abreuvement Potentiel d'irrigation à préciser
Accessibilité	D2 traverse le site terrains plats très accessibles

4—STRUCTURATION FONCIERE



Nombre de parcelles	288
Nombre de propriétaires	112
Nombre de propriétaires détenant 80 % de la surface	90
Propriétaires publics	14 commune et 1 CG06
Part de propriété publique	3%

5—DOCUMENT D'URBANISME

Zonage	Absence Document d'urbanisme - PLU en cours d'élaboration
Règlement	RNU

6—ENJEUX PORTES

Environnement	Aucun
Cadre de vie	Paysage : site sur la route de la station de ski Incendie : risque limité sauf cabanons de loisirs Inondation : ennoyage possible en hiver
Viabilité économique	Site économiquement autonome

Enjeu agricole au SCoT	NON	Enjeu agricole du PNR	OUI
PPRIF	NON	Risque	

7—MISE EN VALEUR DU SITE ET PROJET

Préalables	Préciser la répartition des qualités de sols
Exemples d'utilisation agricole possible	Cultures fourragères Cultures maraichères spécifiques : pommes de terres, salades d'été, ...

Type de projets envisageables	Installation	Agrandissement	Zone expérimentales	Accueil du public	Espaces d'agrément	Jardins communautaires	Zone de gestion incendie
	X	X	X				X

Etudes agricoles supports du projet:

- Pré-étude de faisabilité du secteur du Moulin de la Valmasque - Valbonne (CA06-2016)
- Etude de potentiel agricole du secteur St Michel - Coursegoules (CA06-2017)
- Pré-étude de faisabilité du secteur de Montgros - La Colle sur Loup (CA06-2016)

Autres études:

- Etude stratégie foncière CASA (BE TERCIA - 2005)
- Rapport de stage "Reconquête agricole de Sophia Antipolis" – (2016 Clara LEHMANN)

3. OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROJET

3.1 Objectifs

Les objectifs du projet sont :

- ✓ **d'affirmer et consolider le caractère agricole des espaces identifiés** issus pour la plupart de l'étude foncière agricole CASA.
Cette affirmation se caractérise par la volonté de mettre en place :
 - une étude d'opportunité de Zone Agricole Protégée, réel outil de protection et de préservation des espaces agricoles. Cet outil apparaît comme opportun dans des communes périurbaines où la pression foncière est d'autant plus marquée et où les espaces agricoles sont de plus en plus convoités.
 - Des études de potentiel agricole permettant de justifier et de développer les zones A des PLU et pérenniser ainsi des secteurs agricoles de production exploités et exploitables.
- ✓ **de permettre une dynamisation du marché foncier** avec l'animation foncière ciblée sur le Moyen Pays en mobilisant les outils nécessaires au déblocage du foncier agricole pour l'installation d'agriculteurs sur le territoire de la CASA
- ✓ **de concrétiser et d'aboutir à l'installation de nouvelles exploitations agricoles** en dégagant de nouvelles unités exploitables par la remise en état de friches sur des parcelles déjà identifiées. Les parcelles recensées pour ce projet sont localisées sur 10 communes de la CASA. Elles sont issues des secteurs à enjeux identifiés ou font l'objet d'études spécifiques par la Chambre d'agriculture.

3.2 Plan d'actions

Les actions identifiées pour répondre à ces objectifs sont :

Action 1 : Pilotage et animation globale du projet

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, en tant que chef de file consacrera un temps plus conséquent à la coordination et l'animation globale du projet.

Tous les partenaires vont travailler en synergie pour faire évoluer le projet de façon cohérente. Du temps de présence et d'animation sera donc pris en compte par chaque partenaire.

Action 2 : Etude d'opportunité de création de ZAP

La Zone Agricole Protégée est un outil puissant d'aménagement du territoire. Cependant, il se doit d'être utilisé à bon escient sur des secteurs porteurs d'enjeux agricoles précis.

Avant d'envisager la mise en place de cet outil sur un territoire, il s'agit d'en étudier au préalable l'opportunité, en vérifiant notamment :

- Que ce secteur héberge des espaces à fort potentiel agricole (exploitées et/ou en friches) menacés par la pression foncière
- Qu'une dynamique agricole existe sur le secteur identifié, soutenue par les agriculteurs et les élus

Il s'agira ensuite de définir un périmètre de possibilité de mise en œuvre de ZAP, sur les territoires de Châteauneuf et de Villeneuve- Loubet.

Cette étude sera réalisée par un Bureau d'études externe au territoire mandaté par la CASA.

Action 3 : Etudes de potentiel agricole dans le cadre de l'élaboration des PLU

Avant d'envisager la mise en place de nouvelles zones agricoles dans un PLU, il s'agit d'en étudier la pertinence, en évaluant le potentiel agricole des sites pré-identifiés, afin de fournir un outil d'aide à la décision utile aux gestionnaires et aménageurs.

Ces études ont pour vocation à orienter les sites potentiels de développement de futures activités agricoles en fournissant une analyse technique du potentiel agronomique en présence. Elles seront réalisées par la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes sur 4 communes de la CASA en cours d'élaboration de PLU : Le Rouret, Bar sur Loup, Tourrettes sur Loup et Gréolières.

Action 4 : Animation foncière ciblée sur le Moyen et Haut Pays soit 8 communes concernées.

Cette action sera réalisée par la SAFER PACA et Terres de Liens qui proposera une démarche expérimentale et innovante de veille foncière citoyenne à mettre en place sur une seule commune de la CASA : Châteauneuf.

Action 5 : Remise en état des friches

Des parcelles ont été identifiées sur 10 communes de la CASA impliquées qui souhaitent développer des projets agricoles sur des parcelles déjà acquises. Les communes seront porteurs de projets pour cette action et la CASA les accompagnera techniquement dans cette mise en œuvre.

Au total, 14 communes de la CASA sur les 24 participent à l'AAP FEADER, ce qui montre l'engagement fort et l'implication réelle des communes à être acteurs de leur politique agricole.

Ces actions seront détaillées ensuite avec les objectifs spécifiques, résultats attendus, planification des étapes, calendrier de réalisation, contribution de chaque partenaire, nature des livrables, indicateurs de réalisation et budget prévisionnel.

3.3 Résultats attendus

Ce projet doit permettre à terme une valorisation et une préservation du foncier agricole impactant ainsi sur les paysages, la biodiversité et la prévention des risques, une redynamisation du marché

foncier agricole via une animation foncière importante permettant une mobilisation des terrains laissés en friches dans un objectif final d'installation de porteurs de projet sur la CASA.

> Préserver et pérenniser le foncier agricole

-Par l'étude et la démarche de création de Zone Agricole Protégée sur 2 communes : Châteauneuf engagée dans une politique volontariste depuis des années avec 120 ha de zones A dans le PLU, la commune est en cours de révision du document et souhaite connaître précisément le périmètre qui pourrait être adopté pour la ZAP et la procédure à mettre en place. De même, la commune de Villeneuve-Loubet qui dispose encore d'une grande plaine à caractère agricole et notamment maraîchère et oléicole en bord du Loup, souhaiterait étudier cette procédure.

La création d'une ZAP permet de garantir à terme la vocation de ces espaces, maintenir les coûts de foncier agricole et à terme préserver l'activité économique. De plus, cet outil n'existe pas aujourd'hui dans le département des Alpes-Maritimes. Cette initiative innovante confirme ainsi l'engagement fort de la commune de préserver l'activité agricole sur son territoire.

-Par une inscription et une affirmation politique de zones agricoles dans les documents d'urbanisme permettant ainsi une animation foncière auprès des propriétaires privés qui ne peut se faire et être efficiente une fois les PLU approuvés.

> Redynamiser l'activité économique agricole

-Par la reconquête de nouveaux espaces permettant ainsi une dynamisation du marché foncier, une libération de surfaces exploitables identifiées dans l'étude de zones agricoles à enjeux. L'augmentation des surfaces de production sera possible grâce à l'animation foncière réalisée auprès des propriétaires ainsi qu'un travail de restructuration foncière en zone agricole afin d'améliorer la répartition parcellaire des exploitations et favoriser leur fonctionnement et leur viabilité. Enfin, sur un volet plus opérationnel, la remise en état de friches communales doit permettre d'impulser une réelle dynamique sur le territoire et la mise à disposition de terrains agricoles à des porteurs de projets en recherche de foncier.

3.4 Partenariat

Il s'agit d'un vrai travail de coopération entre les différents partenaires pour mener au mieux ce projet avec la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis comme chef de file.

Les partenaires bénéficiaires sont :

Partenaire 1 : la Chambre d'agriculture des Alpes Maritimes

Partenaire 2 : la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural PACA

Les communes qui mettront en œuvre la remise en état de friches seront également partenaires bénéficiaires :

Partenaire 3 : la commune de Bar sur Loup

Partenaire 4 : la commune de Châteauneuf

Partenaire 5 : la commune de Coursegoules

Partenaire 6 : la commune de la Colle sur Loup

Partenaire 7 : la commune de Gréolières

Partenaire 8 : la commune d'Opio

Partenaire 9 : la commune du Rouret

Partenaire 10 : la commune de Tournettes sur Loup

Partenaire 11: la commune de Valbonne

Partenaire 12 : la commune de Vallauris

Les autres partenaires non bénéficiaires:

Partenaire 13: Terre de Liens, représentant de la société civile

Partenaire 14: la commune de Caussols

Partenaire 15: la commune de Capières

Partenaire 16: la commune de Gourdon

Partenaire 17: la commune de Villeneuve-Loubet

La multiplicité et la pluralité des partenaires, représentants agricoles, de la société civile, des élus et institutionnels met en évidence un engagement fort de tous pour mener un projet ayant pour objectif final : la pérennisation et la préservation du foncier agricole sur le territoire de la CASA. Le travail et la contribution de chaque partenaire sont détaillés pour chaque action identifiée.

✓ Présentation des partenaires

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DES ALPES-MARITIMES

C'est un organisme au service du développement des agricultures et des territoires. En tant qu'organisme consulaire représentant les acteurs du monde agricole, elle est l'interlocuteur privilégié des instances publiques et est sollicitée dès lors que l'agriculture est impactée par un projet ou une décision. La Chambre d'agriculture est également un organisme au plus proche des acteurs du territoire, à travers notamment les conseils techniques, les formations, les aides à l'installation, etc.... apportés aux agriculteurs ou aux différents partenaires.

En particulier, la Chambre d'agriculture est un acteur clé de l'aménagement du territoire grâce à ses deux fonctions, consultative et d'intervention. D'une part, elle travaille en étroite relation avec les collectivités territoriales et collabore avec les services de l'Etat, participant ainsi aux différents projets d'aménagement sur les territoires. D'autre part, les Chambres d'agriculture veille à la prise en compte et au maintien de l'activité agricole via les avis consultatifs qu'elle émet lors de la réalisation des différents documents d'urbanisme (PLU, SCoT,...).

De par les enjeux spécifiques de l'agriculture des Alpes-Maritimes, avec une agriculture périurbaine soumise à une très forte pression foncière, la Chambre d'agriculture départementale a inscrit la préservation du foncier agricole comme clé de voute du maintien d'une agriculture dynamique. Cela passe par la création de partenariats forts avec les différents acteurs du territoire et du monde agricole, ainsi que la participation à des actions telle que la reconquête de friches ou l'accompagnement à la mise en place d'outils réglementaires pour la préservation des terres agricoles.

La SAFER PACA

Une SAFER est une société anonyme, sans but lucratif, avec des missions d'intérêt général, sous tutelle des ministères de l'Agriculture et des Finances. Les SAFER couvrent le territoire français métropolitain et 3 DOM. Issues des lois d'orientation agricole de 1960 et 1962, les SAFER ont

aujourd'hui plus de cinquante ans d'expérience sur le terrain. Elles forment le groupe SAFER avec la [Fédération nationale des SAFER \(FNSAFER\)](#) et le bureau d'études national Terres d'Europe-Scafr. Les SAFER ont été investies, dès leur constitution, en 1960, d'une véritable mission d'intérêt général qui s'apparente à la gestion d'un service public.

Les SAFER ont, en effet, été reconnues par le Conseil d'État comme un organisme chargé, sous le contrôle de l'administration, de la « gestion d'un service public » administratif en vue de l'amélioration des structures agricoles (V. parmi d'autres : 20 novembre 1995, Borel, n° 147026, aux Tables p. 795) et par la Cour de cassation comme un organisme à qui l'Etat a confié une « mission d'intérêt public » (V. notamment : 21 novembre 1985, n° 84-93133, Bull. 1985, n° 370) ou « une mission d'intérêt général » (V. Cass. 3° Civ., 3 avril 2014, n°14-40006, à publier au bulletin).

Les SAFER sont des organismes d'intervention sur le marché foncier rural dont les missions sont d'œuvrer à la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers, de favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières ; de concourir à la diversité des paysages, à la protection des ressources naturelles et au maintien de la diversité biologique ; de contribuer au développement durable des territoires ruraux ; d'assurer la transparence du marché foncier rural et de communiquer aux services de l'Etat les informations qu'elles détiennent sur l'évolution des prix et l'ampleur des changements de destination des terres agricoles (V. art. L. 141-1 du Code rural et de la pêche maritime).

La SAFER est titulaire d'un droit de préemption sur les ventes de fonds agricoles ou de terrains à vocation agricole, ainsi que sur les espaces présentant un enjeu pour la protection de l'environnement et des paysages. A ce titre, elle reçoit l'ensemble des DIA (déclarations d'intention d'aliéner) lors de la mise en vente de biens fonciers et elle est en mesure de transmettre, à la collectivité dès réception, des éléments de ces DIA, éventuellement d'intervenir par exercice de son droit de préemption, au prix ou avec contre-proposition de prix et de procéder à une analyse détaillée du marché foncier. Elle réalise aussi et surtout, dans le cadre de ces activités classiques des opérations à l'amiable.

Ainsi, la SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur, opérateur foncier de l'espace rural et périurbain, intervient pour le compte de collectivités territoriales par le biais de conventions, avec pour objectif d'aider les collectivités à concrétiser leurs projets de développement par la maîtrise foncière des terrains concernés par des problématiques : agricoles, d'installations, de transmission, de restructuration, d'aménagements.

Ses missions de service public l'amènent à privilégier la concertation et la négociation avec les acteurs du territoire, de manière à prendre en considération les intérêts parfois contradictoires et à compenser autant que possible les préjudices subis. Ainsi, les prélèvements fonciers occasionnés sur l'espace productif agricole par des projets de développement urbain, quels qu'ils soient (économie, habitat, infrastructure), nécessitent une juste compensation, qu'elle soit financière ou sous forme d'échange de terrains. L'Etat, au travers de la tutelle qu'il exerce sur les SAFER, mais également dans l'application des lois, est vigilant sur ces principes.

Les partenariats établis par la SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur témoignent de sa volonté d'être un acteur de l'aménagement du territoire transversal, et l'on peut ainsi citer à titre d'exemple les conventions avec les partenaires suivants :

- **Région Provence-Alpes-Côte d'Azur** : politique foncière territoriale d'installation en agriculture et de lutte contre la spéculation foncière en zone rurale ;

- **Département des Hautes-Alpes** : politique de stockage avec mise en place d'un fond revolving et prise en charge des frais de portage, destiné à porter la restructuration foncière des espaces agricoles ;
- **Agence de l'eau RM&C** : politique de préservation de la ressource en eau, de protection des zones humides ;
- **Conservatoire du Littoral** : préservation et mise en valeur des milieux, habitats, espèces ;
- **DRAAF – DREAL** : accompagnement des politiques publiques dans la préservation des espaces agricoles et naturels, par la production d'indicateurs destinés à « objectiver » les débats des CDPENAF.

✓ **Les communes partenaires bénéficiaires**

La commune de Bar sur Loup - 1447 hectares -2 752 habitants

Au XVII^e siècle, la parfumerie voit le jour à Grasse et les plantes à parfum connaissent un essor dans toute la région. Les Bigaradiers, qui donnent l'orange amère, recouvraient alors toutes les collines de la vallée du loup et de ses environs. L'âge d'or de cette culture s'est étendu de 1850 à 1950. Utilisées en parfumerie, les précieuses fleurs étaient récoltées dès la mi-avril.

La commune de Châteauneuf - 895 hectares -3 139 habitants

Située à 417 m d'altitude, Châteauneuf est une commune de tradition agricole et horticole : vignes, oliviers, fleurs à parfum et maraîchages ont fait sa réputation. Récemment, plus de 1000 chênes ont été plantés dans le bois communal, ainsi que des oliviers, figuiers, caroubiers. Des terres agricoles sont également mises à disposition de jeunes agriculteurs, entre autres pour la culture du "cailletier".

La commune de Coursegoules - 4098 hectares - 455 habitants

Au pied du massif du Cheiron, Coursegoules est un site remarquable identifié au titre du réseau Natura 2000, où l'élevage et le pastoralisme prédominent et participent à la gestion du site Natura des préalpes de Grasse. Les bergeries et bories témoignent de la présence des moutons sur notre territoire.

La commune de la Colle sur Loup - 982 hectares -7 546 habitants

L'agriculture traditionnelle (maraîchage, horticulture, oliveraies) a laissé place à l'urbanisation et les boisements qui recouvrent 47% du territoire de la commune. Les enjeux
Sont nombreux en terme de prévention des risques et des activités sylvicoles sont implantées sur la commune.

La commune d'Opio - 947 hectares - 2 133 habitants

De cet "opidum", où se nichent sous les oliviers de belles bastides restaurées, on découvre des paysages modelés pour cultiver la rose et le jasmin qui faisaient le bonheur des parfumeurs grassois, mais aussi l'olivier dont l'exploitation est encore bien vivante.

La commune du Rouret - 710 hectares- 3 778 habitants

Le Rouret est aussi une commune tournée vers la reconquête d'un territoire naturel pour la préservation et la valorisation de son patrimoine agricole et forestier. Sur les hauteurs, la commune

accueille une plantation expérimentale de chênes truffiers et un petit vignoble à vocation essentiellement pédagogique. Quant à sa Maison du Terroir, point de vente de producteurs, il est un des pionniers dans le département.

La commune de Tourrettes sur Loup - 2928 hectares- 4 312 habitants

Érigé sur les contreforts des gorges du Loup, Tourrettes-sur-Loup est un village fortifié établi sur un éperon rocheux dominant la Côte d'Azur. Cultivée depuis la fin du XIXe siècle, la violette "Victoria" fait la renommée de la Cité et lui offre chaque année une fête aussi parfumée qu'authentique.

La commune de Valbonne 1897 hectares- 11 874 habitants

Au cœur de la technopole de Sophia Antipolis, Valbonne a su préserver et valoriser le charme et l'authenticité de ses racines tout en inventant son futur. La commune est très attachée au patrimoine agricole et vient d'installer un chevrier ainsi que les jardins de Cocagne au sein d'un terrain et bâtiments communaux.

La commune de Vallauris - 1304 hectares - 30 645 habitants

La commune s'étend sur un front de mer d'environ 3 kilomètres et s'enfonce à l'intérieur des terres sur une profondeur de 5 kilomètres. Elle comprend deux pôles urbains importants comptant et nettement différenciés qui sont Vallauris à l'intérieur des terres et Golfe-Juan en bord de mer. Vallauris est renommée pour sa poterie traditionnelle et sa céramique artistique et les cultures florales (jasmin, rose de Mai, fleur d'oranger...). Même si ces activités se sont fortement réduites, l'horticulture ornementale, l'arboriculture et le maraîchage demeurent des activités principales.

La commune de Gréolières - 5267 hectares -534 habitants

Surplombé par les barres du Cheiron et dominant la vallée du Loup, riche en cascades et chutes impressionnantes, tunnels et gorges resserrées, le village apparaît tel un joyau dans l'écrin grandiose des Préalpes.

De nos jours, le cadre naturel de ce territoire reste particulièrement remarquable et offre, en complément d'un patrimoine bâti exceptionnel, des éléments de paysage variés.

✓ Autres partenaires non bénéficiaires impliqués dans le projet:

La commune de Caussols - 2739 hectares- 229 habitants

Caussols est située sur un plateau calcaire d'une longueur de 7km à 1 100m d'altitude dans les préalpes de Grasse. Le plateau est dominé au nord par la barre de Calern et offre une plaine agricole centrale présentant un paysage de prés ouverts consacrés à l'élevage/pâturage.

La commune de Capières - 3820 hectares- 367 habitants

Le village de Capières construit à 750 m d'altitude surplombe la vallée du Loup et fait face au massif du Cheiron. Traversés par les GR 4 et 51 ainsi que de nombreux chemins de randonnée, les environs du village conservent les traces d'une agriculture ancestrale (terrasses, aires de battage, bories).

La commune de Gourdon - 2253 hectares - 444 habitants

L'un des Plus Beaux Villages de France et véritable forteresse médiévale, Gourdon surplombe la verdoyante Vallée du Loup. De sa place Victoria, classée en 1940, se déploie un panorama exceptionnel sur 80 km de côte Méditerranéenne, de Nice à Théoule-sur-mer.

A la fin du XIXe siècle, Gourdon s'étend au hameau de Pont du Loup dans la vallée du Loup où le climat est propice aux cultures d'orangers, d'oliviers et de plantes à parfum.

La commune de Villeneuve-Loubet - 1960 hectares – 13 808 habitants

Le territoire communal est couvert à plus de 60% de boisements et de maquis et traversé du Nord au Sud par le fleuve le Loup. Sur la frange littorale se sont développés des activités et des logements spécialisés dans le tourisme, ainsi qu'une zone d'activités économiques et des quartiers résidentiels récents. Plus au nord, le village ancien surplombe le Loup et une grande plaine à caractère agricole (Les Plans) où domine une agriculture maraîchère et oléicole.

TERRE DE LIENS

Terre de liens est un mouvement national de citoyens qui œuvre pour la préservation des terres agricoles et l'installation d'agriculteurs sur les territoires en mettant en place des actions et en développant des outils innovants pour la préservation, l'acquisition et la transmission du foncier agricole. Ce mouvement est composé de trois outils juridiquement indépendants mais complémentaires :

- **Le réseau associatif** : mobilisé partout en France, cet outil de terrain permet l'accueil de porteurs de projet agricole et de propriétaires fonciers, privés ou public, pour faciliter les installations. Il informe et rassemble le public, citoyens et élus locaux, autour des enjeux fonciers et agricoles et ancre le projet Terre de Liens dans une dynamique citoyenne locale.
Ce réseau est composé de 19 associations régionales, dont l'**association Terre de liens PACA**, et d'une association nationale.
- **La Foncière Terre de liens** : entreprise Solidaire agréée par l'Etat, elle permet à chacun de placer son épargne dans un projet à haute valeur sociale et écologique. Le capital accumulé sert à acheter des fermes pour y implanter des activités agri-rurales diversifiées. La Foncière loue ces fermes à des agriculteurs engagés dans une agriculture de proximité, biologique et à taille humaine par l'intermédiaire d'un Bail Rural Environnemental.
- **La Fondation Reconnue d'Utilité Publique** : reconnue d'utilité publique, elle est habilitée à recevoir des legs et donations de fermes. Elle achète également des terres grâce aux dons des citoyens, aux mécénats d'entreprises ou aux partenariats avec les collectivités. Elle garantit un usage responsable des lieux et des ressources naturelles qui s'y trouvent en installant des fermiers aux pratiques durables.
- **L'association Terre de liens PACA**, est ainsi un des acteurs du foncier agricole en région PACA que ce soit par sa capacité à mobiliser du foncier (via ses outils financiers) pour permettre des installations que par sa capacité à mobiliser les acteurs d'un territoire, citoyens comme élus, pour travailler ensemble à une gouvernance du foncier intégrée au territoire.

9 fermes Terre de liens ont été acquises par la Foncière en PACA dont deux dans le département des Alpes-Maritimes. Ces fermes accueillent des projets agricoles variés (culture de petits fruits, arboriculture, maraîchage, élevage etc.).

Terre de liens PACA rassemble près de 2000 citoyens (adhérents, épargnants et donateurs) sur la question du foncier.

4. FICHES ACTIONS DU PROJET

FICHE A1 : PILOTAGE ET ANIMATION DU PROJET

1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

1.1 Objectifs

- > Pilotage général du projet
- > Coordination technique des différentes actions du projet
- > Gestion administrative et financière du projet : élaboration dossier de subvention, suivi du dossier, remontée de dépenses, etc
- > Animation globale du projet entre les différents partenaires et autres acteurs du territoire (institutionnels, élus, associations, professionnels, etc), préparation et organisation des comités techniques et comités de pilotage.

1.2 Résultats attendus

Suivi technique et opérationnel du projet

Avancement du projet par la validation de chacune des étapes du projet

2. PLAN D'ACTIONS DE LA MESURE

2.1 Description de l'action

- Un **comité technique** (COTECH) sera mis en place pour suivre le projet : il regroupera à minima les partenaires du projet représentés par les instances techniques des différents organismes et institutions. Il se réunira environ 2 fois par an sous l'impulsion de la CASA pour définir les orientations de travail, identifier les enjeux, définir la méthode et proposer les stratégies et outils de chacune des étapes.

D'autres comités techniques pourront être organisés à la demande d'un des partenaires et si cela s'avère nécessaire pour le projet.

La CASA assurera le lien permanent avec chacun des partenaires afin d'assurer le suivi permanent de chacune des actions.

- Un **Comité de Pilotage** (COPIL) regroupant les élus du territoire et responsables des mêmes structures se réunira 1 fois par an. Ce comité supervise la démarche, arrête la stratégie, valide les différentes étapes de travail et priorise les actions et mesures à mener.

Seront également associés pour une meilleure cohérence du projet et pourront apporter leur expertise les partenaires suivants qui intégreront le COPIL:

- la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) représentant l'Etat,
- le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur,
- le Conseil départemental des Alpes-Maritimes,
- le Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
- Autres organismes agricoles (Agribio 06, les Jeunes Agriculteurs 06, etc)

Ces acteurs intègrent d'ores et déjà la gouvernance mise en place dans le cadre de la stratégie agricole de la CASA.

La CASA assurera le lien permanent avec les partenaires, des échanges réguliers auront lieu. Elle assurera également la préparation, l'organisation, l'animation et les comptes-rendus de réunions des COTECH et COPIL durant les 2 années.

3. ELEMENTS DE PLANIFICATION

Calendrier de réalisation

- 2 COTECH et 1 COPIL et réunions intermédiaires: 2018
- 2 COTECH et 1 COPIL et réunions intermédiaires: 2019

Nature des livrables

- Comptes-rendus des COTECH et COPIL
- Comptes-rendus des points d'avancement et autres réunions nécessaires à la mise en place du projet

Indicateurs de réalisation

- Nombre de COTECH et COPIL
- Nombre de réunions intermédiaires

4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Nbre de jours	Coût journée	TOTAL (en euros)
Action 1 : pilotage projet	CASA	Chargée de mission	27	213.73	5 770.71
	CA06	Gestion administrative	3	455	1 365
TOTAL BUDGET ACTION 1					7 135.71

1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

Objectif

Les Zones Agricoles Protégées ont été créées par la Loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999. Il s'agit d'un outil foncier permettant de protéger durablement les espaces agricoles et forestiers **en milieu périurbain**. L'article L112-2 du Code rural précise les deux critères pour le classement des espaces agricoles :

- ✓ La qualité de leur production ;
- ✓ Leur situation géographique.

L'instauration d'une ZAP a pour effet de protéger durablement l'usage agricole des terres concernées. La ZAP se superpose en tant que périmètre mais n'influe pas sur le changement de mode d'occupation du sol (réglementé par le PLU). Les constructions admises dans le périmètre de la ZAP sont celles admises par le règlement de la zone du document d'urbanisme en vigueur.

2 communes sont concernées par cette action: Châteauneuf et Villeneuve-Loubet. Cette étude sera réalisée à l'échelle de 2 communes volontaires et 2 secteurs pré-identifiés qui constituent déjà des plaines agricoles exploitées. Pour garantir son utilité, la Zone Agricole Protégée doit concerner des zones sur lesquelles la dynamique agricole est réelle. Elle doit être soutenue par les acteurs locaux : agriculteurs, élus et filières agricoles.

2. PLAN D'ACTION DE LA MESURE

2.1 Description de l'action

PHASE 1 : Elaboration du dossier de propositions

- Description du projet et délimitation de la zone d'étude
- Caractéristiques agricoles et perspectives d'évolution
- identification et qualification des enjeux agricoles et des projets de territoire
- Délimitation et validation du périmètre de ZAP
- Rédaction des pièces nécessaires à l'instruction du dossier de ZAP

PHASE 2 : Assistance Enquête publique

3. ELEMENTS DE PLANIFICATION

Calendrier de réalisation

- Phase 1 : 1^{er} trimestre 2018
- Phase 2 : 2^{eme} trimestre 2018

Nature des livrables

- 2 dossiers de ZAP pour Châteauneuf et Villeneuve-Loubet
- Plans réglementaires

Indicateurs de réalisation

- Nombre de dossiers montés

4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Nbre de jours	Coût journée	TOTAL (en euros)
Action 2 : Etude d'opportunité de ZAP	BE TERCIA	Chef de projet	13	600	7 800
		Consultant junior	7	450	3 150
		Géomaticienne	3	400	1 200
					12 150 HT 14 580 TTC
	CASA	Chargée de mission	10	213.73	2 137.3
TOTAL BUDGET ACTION 2					16 717.30

1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

1.1. Territoires concernés

Les études seront menées sur 4 communes (Gréolières, Tourrettes sur Loup, Le Bar sur Loup, Le Rouret). Ces communes souhaitent avoir une évaluation du potentiel agricole des secteurs qu'ils prévoient de classer comme « agricoles » dans leurs futurs PLU.

Les zones agricoles pré-identifiées, qui feront l'objet d'une étude de potentiel se répartissent comme suit :

- 56 ha pour le Bar sur Loup
- 96 ha à Tourrettes sur Loup
- 55 ha au Rouret
- 502 ha à Gréolières

1.2. Objectif

La Zone Agricole est un outil efficace en termes d'aménagement du territoire. Bien que moins définitif que la Zone Agricole Protégée, elle montre la volonté publique de préservation de la vocation agricole du site classé comme tel, et indique a priori un potentiel agronomique des parcelles en question.

Aussi, avant d'envisager la mise en place de nouvelles zones agricoles dans un PLU, il s'agit d'en étudier la pertinence, en évaluant le potentiel agricole du/des sites pré-identifiés, afin de fournir un outil d'aide à la décision utile aux aménageurs.

Les études décrites ci-après, qui porteront sur des secteurs pré-sélectionnés par les communes, auront donc vocation à orienter les décisions des aménageurs, en fournissant une analyse technique du potentiel agronomique en présence.

1.3. Résultats attendus

Réalisation d'un compte rendu technique par commune sur les sites pré-identifiés, comprenant une note de potentiel agronomique (note comprise entre 0 et 4), un commentaire explicatif de la note, et une cartographie des sites, redécoupés si besoin en unités homogènes.

2. PLAN D'ACTION DE LA MESURE

2.1. Description technique de l'action

2.1.1. Mise en place d'une méthodologie partagée

L'évaluation du potentiel agricole des sites sera effectuée par la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes et le CERPAM, coordonnés par la CASA.

Aussi, il s'agira en premier lieu de se doter d'une méthodologie d'action partagée.

En effet, le potentiel agronomique sera évalué à l'aide d'une note chiffrée dont il s'agira de déterminer les critères d'élaboration : cette note résultera de l'évaluation d'un ensemble de critères

techniques (par exemple : profondeur de sol, présence de boisement, présence d'enrochements, disponibilité de l'eau d'irrigation) qui devront être pondérés par rapport à leur importance relative.

Le potentiel agronomique sera évalué au regard de deux valorisations agricoles différentes : la culture d'une part (maraichage ou prairie, analyse du caractère « arable » du secteur), analysée par la Chambre d'Agriculture, et le pastoralisme d'autre part (qui nécessitera une expertise complémentaire du CERPAM).

Cette première phase nécessitera 1 réunion des partenaires techniques.

La Chambre d'Agriculture se chargera de finaliser les outils et de les diffuser aux partenaires.

2.1.2. Mise en œuvre de la méthodologie

L'évaluation du potentiel agricole des secteurs pré-identifiés nécessitera impérativement des visites sur site, qui serviront à confirmer ou infirmer les hypothèses réalisées d'après l'étude bibliographique menée au préalable (études des photos aériennes et des données existantes à la Chambre d'Agriculture et au CERPAM concernant l'usage actuel agricole).

Lors de ces visites seront notés les différents critères établis lors de la première phase de mise en place d'une méthodologie partagée.

La Chambre d'Agriculture réalisera une visite de tous les secteurs identifiés.

Le CERPAM se concentrera sur les sites repérés *a priori* comme possédant un potentiel pastoral.

2.1.3. Restitution des travaux

La Chambre d'Agriculture et le CERPAM rédigeront un compte-rendu technique par commune, restituant l'évaluation du potentiel agronomique.

Ce compte-rendu comprendra une cartographie des zones identifiées comme agricoles, éventuellement redécoupées selon des unités homogènes, et évaluées à l'aide d'une note. Chaque notation sera expliquée à l'aide d'un commentaire détaillé, dans une fiche dédiée au site (cf. exemple ci-après).

Exemple de fiche (factice) :

Carte de localisation du site factice

Note des caractéristiques arables du site factice : 1/4

Commentaire : site à faible potentiel de culture, en raison de

- son caractère forestier qui imposera un déboisement préalable
- de sa déclivité importante, qui rend impératif l'aménagement préalable de terrasses de culture
- de la faible profondeur de sol, qui nécessiterait un travail important du sol avant toute implantation de culture
- de son exposition NNE, peu favorable aux cultures.

Note des caractéristiques pastorales du site factice : 2/4

Commentaire : site à potentiel pastoral moyen, en raison de

- son caractère forestier et embroussaillé qui :
 - gêne la circulation des animaux et nécessitera un débroussaillage partiel
 - mais est très favorable au pâturage des caprins
 - permet de bénéficier d'une ressource pâturable en été (ombre sous les arbres + broussailles) ou à l'automne (broussailles consommables toute l'année)
- de sa déclivité importante et de son micro-relief marqué, qui rendent la circulation du troupeau peu évidente (surtout si troupeau ovin important). Les animaux peuvent néanmoins circuler
- son exposition NNE qui en fait un quartier frais, intéressant en période chaude ou sèche
- l'absence d'eau à proximité immédiate, mais présence d'un accès par la route permettant d'amener de l'eau au troupeau si besoin.

3. ELEMENTS DE PLANIFICATION

3.1. Calendrier de réalisation

- Mise en place de la méthodologie : 4eme trimestre 2017
- Etude sur la commune du Rouret : 4eme trimestre 2017
- Etudes autres communes : 2eme et 3eme trimestre 2018

3.2. Nature des livrables

- Fiche technique rédigée par site (cf. exemple précédemment détaillé)

3.3. Indicateurs de réalisation

- Nombre de fiches rédigées

4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Nombre de jours	Coût journée	Total (en euros)
Action 3 : Etudes potentiel agricole	CASA	Chargée de mission	17	213.73	3 633.41
	CERPAM	Conseiller	5	675	3 375
	CA 06	Technicien	4	266	1 064
	CA06	Chargé d'étude	14	250	3 500
	CA06	Chef de service	1	332	332
TOTAL BUDGET ACTION 3					12 579.41

1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

La mise en place d'une ZAP tout comme le classement en zone agricole dans les PLU doit permettre de sécuriser le foncier en limitant les usages aux activités agricoles. Cependant, malgré l'instauration de dispositions réglementaires, le foncier reste compliqué à mobiliser sur le territoire de la CASA. On observe des phénomènes de rétention foncière, particulièrement dans des secteurs périurbains affectés par une forte pression foncière. Ainsi, il conviendra d'accompagner les communes qui vont faire évoluer leur PLU avec l'ouverture de nouvelles zones agricoles, tout comme les communes qui mettront en œuvre une démarche de ZAP, en leur proposant des actions ciblées d'animation foncière destinées à remettre en valeur du foncier délaissé à vocation agricole.

De plus, des communes plus rurales du territoire de la CASA sont davantage concernées par des besoins de restructuration foncière en zone agricole afin d'améliorer la répartition parcellaire des exploitations et favoriser leur fonctionnement et leur viabilité. Un travail de restructuration foncière doit favoriser la transmission des exploitations agricoles et ainsi garantir sur le long terme l'usage agricole du foncier concerné. Il s'agit de limiter l'apparition des friches dans des secteurs vulnérables en raison d'une morphologie foncière contraignante pour les exploitations agricoles.

2. DESCRIPTION DE L'ACTION ET DU ROLE DU PARTENAIRE

Ce travail d'animation foncière en lien avec les communes doit favoriser :

- Des acquisitions foncières par les communes pour l'installation d'agriculteurs ;
- La mise en place de locations ou la concrétisation d'acquisitions foncières par des porteurs de projets agricoles, que ce soit pour la consolidation d'exploitations agricoles existantes ou l'installation de nouveaux exploitants.
- La restructuration foncière dans des secteurs caractérisés par un parcellaire morcelé contraignant pour le fonctionnement des exploitations agricoles.

✓ IDENTIFICATION DES SITES D'ACTION

L'animation foncière sera conduite sur plusieurs sites à vocation agricole qui présentent des enjeux fonciers. Un travail d'identification des sites sera réalisé en lien avec les élus des communes concernées.

En effet, 8 communes sur le territoire de la CASA ont manifesté un besoin d'accompagnement en matière d'animation foncière. Pour cinq d'entre elles, il s'agit de communes dont le PLU est actuellement en cours d'élaboration ou de révision. Elles vont bénéficier de l'accompagnement de la CASA dans le cadre de l'élaboration d'une étude de potentiel agricole. De nouvelles zones agricoles vont émerger dans les documents d'urbanisme. Les communes concernées veulent revaloriser ces zones agricoles, parfois inexploitées depuis de nombreuses années. La maîtrise foncière constitue la première phase de tout projet de revalorisation et sans cette maîtrise foncière par la collectivité ou par les porteurs de projets agricoles, ces espaces ne peuvent pas être revalorisés et retrouver un usage agricole.

Trois autres communes du territoire de la CASA, davantage rurales, souhaitent pérenniser sur le long terme des secteurs à vocation agricole vulnérables. Ces secteurs présentent des contraintes liées à leur structure foncière. La réalisation d'échanges amiables permettra de restructurer les exploitations, ce qui favorisera leur pérennité et leur transmission.

Une réunion sera organisée dans chacune des communes pour identifier avec les élus un à deux sites à enjeu agricole sur lesquels une animation foncière s'avère nécessaire.

✓ **PROSPECTION ET SENSIBILISATION DES PROPRIETAIRES**

Sur chacun des sites identifiés, une prospection des propriétaires sera réalisée. Ce travail comprend :

- l'identification des propriétaires ;
- la réalisation d'un publipostage pour contacter l'ensemble des propriétaires par courrier. Le courrier sera co-signé par les partenaires et le maire de la commune ;
- des relances téléphoniques quand cela est possible.

L'objectif de la prospection est de contacter le maximum de propriétaires et d'effectuer un travail d'information et de sensibilisation (information sur le zonage réglementaire des parcelles, sensibilisation à l'intérêt de la réalisation d'un projet agricole sur le site concerné).

Tous les propriétaires seront conviés à une réunion en mairie, qui sera organisée en lien avec l' élu référent, pour présenter le projet agricole sur le site et les possibilités pour permettre la réalisation du projet (ventes, locations, mise à disposition, mise en place d'échanges amiables, etc.).

Les propriétaires intéressés mais qui ne pourront pas se rendre à cette réunion seront rencontrés individuellement.

✓ **CONDUITE DES OPERATIONS FONCIERES**

La SAFER conduira les opérations de vente amiable qui découleront des prospections via sa procédure classique (appel à candidatures, présentation des dossiers au Comité Technique Départemental).

Grâce à la réception des DIA, la SAFER exercera par ailleurs une surveillance sur l'ensemble des sites afin d'intervenir par l'exercice de son droit de préemption si cela est nécessaire.

Les interventions définies dans cette action relève des interventions propres à la SAFER. Les frais liés à cette action seront déclinés selon le barème établi par la SAFER, dans le cadre des opérations foncières que la SAFER est amenée à encadrer.

Un conseiller foncier SAFER sera mis à disposition pour la réalisation du travail d'animation foncière.

3. ELEMENTS DE PLANIFICATION

✓ **CALENDRIER DE REALISATION**

- Identification des sites en lien avec les communes → 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2018
- Prospection foncière, organisation des réunions de sensibilisation des propriétaires → 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2018

✓ **NATURE DES LIVRABLES**

- Synthèse des réunions d'identification des sites
- Cartographie des sites retenus
- Bilan de l'animation foncière

✓ **INDICATEURS DE REALISATION**

- Nombre de propriétaires contactés

- Surface remobilisée via des ventes
- Surface remobilisée via la mise en place de locations

Deuxième intervenant sur cette action: TERRE DE LIENS

En complément du travail réalisé par la SAFER, **Terre de Liens** sera mobilisé également pour initier sur le territoire de la CASA une démarche de veille foncière par les citoyens et définir une méthodologie d'action qui pourra être mise en œuvre par la suite.

Les objectifs de cette action sont :

- d'informer les citoyens sur les enjeux liés au foncier agricole
- faire émerger une dynamique citoyenne sur le territoire
- et de créer un groupe de citoyens prêts à se mobiliser sur la question du foncier

Plan d'actions

1. Faire connaître les enjeux du foncier aux citoyens de la CASA

- > Organisation d'une réunion d'information à destination des citoyens sur les enjeux liés au foncier
- > Coordination des citoyens souhaitant se mobiliser sur la question du foncier et sur l'action

2. Définir une stratégie d'actions citoyennes sur le foncier agricole

- > Organisation d'une réunion avec des citoyens volontaires pour se mobiliser sur la question du foncier afin de définir avec eux quels types d'actions citoyennes pourraient être mises en œuvre afin de préserver le foncier agricole de leur territoire et de permettre des installations agricoles.

Calendrier de réalisation

Action 1 : 1er semestre 2018

Action 2 : 1er semestre 2018

Nature des livrables

Support de communication, visuel de présentation, compte-rendu

Indicateurs de réalisation

Nombre de réunions réalisées, nombre de citoyens sensibilisés

4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Nombre de jours	Coût journée	Total (en euros)
Action 4 : Animation foncière	CASA	Chargée de mission	20	213.73	4 274.60
	SAFER	Conseiller foncier	55	170.9	9 404.60
	SAFER	Chef de service	3	394.9	1 184.70
	SAFER	Chargé d'étude	7	287.3	2 011
	Terre de Liens	Animatrice territoriale	10.5	450	4 725
TOTAL BUDGET ACTION 4					21 599.90

1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

1.1 Objectif

10 communes de la CASA ont préalablement identifié des parcelles ou secteurs qui montrent un intérêt de remise en état en vue d'une installation agricole.

Ces secteurs pré-identifiés sont soit issus des zones à enjeux identifiées dans l'étude foncière agricole de la CASA, soit ont fait l'objet d'une étude de potentiel agricole réalisée par la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes à la demande de la commune.

Ces parcelles sont en majorité communales ou sont en cours d'acquisition par la commune via la SAFER.

La remise en culture de terrains actuellement en friches a plusieurs objectifs :

- agricole : libérer des espaces cultivables qui étaient pour la plupart exploités auparavant et permettre l'installation de nouveaux porteurs de projets.
- paysager : remettre en état un patrimoine vernaculaire, identitaire comme par exemple les restanques qui accueillaient autrefois des cultures identitaires.
- environnemental en terme de prévention des risques : en effet, des surfaces totalement impénétrables du fait de la présence de ronces, arbustes, notamment de résineux forment des zones où le risque d'incendie est maximal. Le défrichement des coteaux permettrait de réimplanter des cultures de vignes et d'oliviers qui constituent d'excellents coupe-feux et l'entretien pourra se faire par le pastoralisme. En plaine, les terrains remis en état accueilleront favorablement des cultures maraîchères essentiellement.
- social : des espaces pourront être dégagés notamment sur des petites zones de restanques pour la création de jardins familiaux et ainsi offrir aux habitants l'opportunité de cultiver leurs légumes, de se rencontrer et de donner à leurs enfants la connaissance du travail de la terre.

1.2 Résultats attendus

- Remise en état et valorisation agricole des terres en friches
- Impulsion d'une dynamique de valorisation des terres agricoles
- Amélioration paysagère du territoire
- Augmentation des surfaces de productions
- Installation d'agriculteurs

2. PLAN D'ACTION DE LA MESURE

2.1 Description de l'action

- > Recensement des différents secteurs en fonction de l'étude foncière réalisée et des zones à enjeux identifiées, du potentiel agricole et des enjeux en termes de production, paysage et prévention des risques.
- > Mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement aux travaux de remise en état sur les parcelles identifiées : les communes seront maîtres d'ouvrage pour la réalisation des travaux de remise en état. La CASA pourra les accompagner pour l'élaboration du cahier des charges dans le cadre de lancement de marchés de travaux si nécessaire.

Communes concernées	Porteur Projet	Projet agricole pressenti	Surface (ha)	Coût estimatif (sur devis € TTC) - Travaux remise en état : débroussaillage – abattage	Matériels : Clôtures (en ML)	Coût estimatif (sur devis € TTC)	TOTAL (€ TTC)
BAR/LOUP	Commune	Maraichage (étude CA06 à venir)	3	36 600.00		8 468.64	45 068.64
CHATEAUNEUF	Commune	Maraîchage – Oléiculture (étude en cours)	4	14 400.00	600	25 730.00	40 130.00
COURSEGOULES	Commune	Cultures légumières (étude CA06)	2		2 085	93 600.00	93 600.00
GREOLIERES	Commune		1	15 000.00		3 059.20	18 059.20
LA COLLE/LOUP	Commune	Maraichage – arboriculture / pastoralisme – vergers (études CA06)	8	120 000.00	2 250	101 250.00	221 250.00
LE ROURET	Commune	maraichage	1	76 488.88		70 000.00	146 488.88
OPIO	Commune	Elevage - pastoralisme	3	62 500.00	1 400	60 480.00	122 980.00
TOURRETTES/ LOUP	Commune	Maraîchage (étude agricole à venir)	9	137 160.00			137 160.00
VALBONNE	Commune	Maraichage (étude CA06)	2	72 996.00	1 500	67 500.00	140 496.00
COUT TOTAL (TTC)				535 144.88		430 087.84	965 232.72

3. ELEMENTS DE PLANIFICATION

Calendrier de réalisation

Les communes ont 5 années pour la réalisation des travaux

- Concertation élus et propriétaires: 2eme semestre 2018
- Assistance communes pour la mise en œuvre des travaux: 2019
- Suivi des travaux: 2019 à 2021

Nature des livrables

- Synthèse des différentes phases de travaux
- synthèse des échanges et réunions avec les communes
- cartographie des secteurs remis en état

Indicateurs de réalisation

- surface de terrains remis en état

4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Quantité (Nbre de jours /ou ha)	Coût journée	TOTAL (en euros)
Action 5 : Remise en état de friches	CASA	Chargée de mission	10	213.73	2 137.30
TOTAL BUDGET ACTION 5					2 137.30

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Partenaires bénéficiaires	Actions	Année N	Année N+1	TOTAL
REMUNERATION				
CASA	1-2-3-4-5	9 143.125	9 143.125	18 286.25
CA06	1-3	6 511	0	6 511.00
SAFER PACA	4	12 025.73	0	12 025.73
SOUS TOTAL		27 679.855	9 143.125	36 822.98
PRESTATAIRES				
TERCIA	2	14 580	0	14 580
CERPAM	3	4 050	0	4 050
TERRE DE LIENS	4	4 725	0	4 725
SOUS TOTAL		23 355	0	23 355
TOTAL (€TTC)		51 034.855	9 143.125	60 177.98
Financements à hauteur de 100% répartis :				60 177.98
<i>FEADER 80%</i>				<i>48 142.38</i>
<i>Région 20%</i>				<i>12 035.60</i>

2/ REMISE EN ETAT FRICHES (Action 5)						
Partenaire bénéficiaire	Année N	Année N+1	Année N+2	Année N+3	Année N+4	TOTAL
BAR SUR LOUP	0	36 600	0	0	0	36 600
Autofinancement						7 320
CHATEAUNEUF	14 400	0	0	0	0	14 400
Autofinancement						2 880
GREOLIERES	0	15 000	0	0	0	15 000
Autofinancement						3 000
LA COLLE/LOUP	0	0	0	120 000	0	120 000
Autofinancement						24 000
LE ROURET	0	0	76 488.88	0	0	76 488.88
Autofinancement						15 297.78
OPIO	0	0	62 500	0	0	62 500
Autofinancement						12 500
TOURRETTES/LOUP	0	68 580	68 580	0	0	137 160
Autofinancement						27 432
VALBONNE	0	0	72 996	0	0	72 996
Autofinancement						14 599.20
TOTAL (€TTC)	14 400.00	120 180.00	280 564.88	120 000.00	0	
TOTAL (€TTC)						535 144.88
Financements à hauteur de 80% répartis :						428 115.90
<i>FEADER 80%</i>						<i>342 492.72</i>
<i>Région 20%</i>						<i>85 623.18</i>

3/ INVESTISSEMENTS MATERIELS (Action 5)						
Partenaire bénéficiaire	Année N	Année N+1	Année N+2	Année N+3	Année N+4	TOTAL
BAR SUR LOUP	0	0	8 468.64	0	0	8 468.64
Autofinancement						5 081.18
CHATEAUNEUF	25 730	0	0	0	0	25 730
Autofinancement						15 438
COURSEGOULES	0	0	31 200	31 200	31 200	93 600
Autofinancement						56 160
GREOLIERES	0	3 059.20	0	0	0	3 059.20
Autofinancement						1 835.52
LA COLLE/LOUP	0	0	0	0	101 250	101 250
Autofinancement						60 750
LE ROURET	0	0	0	35 000	35 000	70 000
Autofinancement						42 000
OPIO	0	0	0	30 240	30 240	60 480
Autofinancement						36 288
VALBONNE	0	0	0	33 750	33 750	67 500
Autofinancement						
TOTAL (€TTC)	25 730.00	3 059.20	39 668.64	130 190.00	231 440.00	
TOTAL (€TTC)						430 087.84
Financements à hauteur de 40% répartis :						172 035.14
<i>FEADER 80%</i>						<i>137 628.11</i>
<i>Région 20%</i>						<i>34 407.03</i>

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 23/04/2018
Numéro : BC_2018_075
Nature : DE - Deliberations
Objet : Stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel - Appel à projet FEADER - Demande de subvention - Délibération modificative
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : qFUPeFn

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/05/2018
Identifiant : 006-240600585-20180423-BC_2018_075-DE

Acte reçu

Date : 23/04/2018
Numéro interne : BC_2018_075
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel - Appel à projet FEADER - Demande de subvention - Délibération modificative
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180423-BC_2018_075-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_DE-006-240600585-20180423-BC_2018_075-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180423-BC_2018_075-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20180423-BC_2018_075-DE-1-1_4.PDF

N